

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/206529]

Extrait de l'arrêt n° 170/2016 du 22 décembre 2016

Numéro du rôle : 6532

En cause : la demande de suspension des articles 11 et 12 de la loi du 10 juillet 2016 « modifiant la loi du 4 avril 2014 réglementant les professions des soins de santé mentale et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé d'une part et modifiant la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 d'autre part », introduite par Rose-Anne Ducarme et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 27 octobre 2016 et parvenue au greffe le 31 octobre 2016, une demande de suspension des articles 11 et 12 de la loi du 10 juillet 2016 « modifiant la loi du 4 avril 2014 réglementant les professions des soins de santé mentale et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé d'une part et modifiant la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 d'autre part » (publiée au *Moniteur belge* du 29 juillet 2016) a été introduite par Rose-Anne Ducarme, Laurence Erlich-Hislaire, Sander Kirsch, Alain Marteaux, Ngimbi Pasi, Chantal Schreder, Régine Gossart, Myriam Berquin, Christine Henseval, Carine Duray-Parmentier, Cédric Fogeron, Sophie Vandevelde, Sabine Muller, Marie-Hélène Dubois, Marie-Géralde Alcindor, Jean-Bernard Lievens, Hélène Baeten, Vincent Dupont, Philippe Vrancken, Ybe Casteleyn, Myriam Eliat, Felice Dattoli, Kristel Ogiens, Véronique Diliën, Anouk Pierre, Eva Van Tilburgh, Mark Luyten, Tanja Buyst, Maxime Radisson, Katrien Wybaillie, Katia Rizzi, Sylvie Kaye, Christiane Franken, Nancy Verlée, Nathalie Piron, Sara Hendrick, Anne d'Haeyere, Walter Engelen, Ann Van Hecke, Ann Van Ingelghem, Isabelle Kopp, Wendy Schram, Ariane Vilain, Sabine Pelgrims, Lieve Lammertyn, Lief Konings, Yves Scherpereel, Catherine Pilet, Christine Janssens, Sonja Delbeecke, Carola Coenjaerts, Ann Phillips, Veerle Claes, Johan Samson, Linda Ceysens, Marianne Philippart, Isabelle Gérard, Carla Verbeke, Ann Ceulemans, Violaine Van Custem, Sarah Papia, Nicole Mahieux, Sabine Oosthuysse, Anne De Mees, Hilde Klerkx, Elke Driesen, Myriam Vanschel, Marie-Jeanne Graindorge, Chantal Bertrand, Isabelle Taquin, Viviane Peeraer, Brigitte Verdonk, Ann Jansen, Nathalie Nenin, Martine Lagarrigue, Ilse Wils, Véronique Rogiers, Carol Devleeshouwer, Carmen De Laere, Reinhilde Vermeulen, Bruno Milone, Marion Willemsen, Annick Gellens, Myriam Vandenbroeke, Marilyn Fossion, Corine Peteau, Hilde Desmyter, Sandrine Collet, Anne Chotteau, Sylvie Van Nieuwenhuysse, Sandra Salamero Imbert, Brigitte Reusens, Eléonore Crickx, Caroline Bracke, Nicolas Bay, Hilde Breda, Anja Wouters, Lara Weigel, San Vanderputten, Corinne Lenoir, Lieze Gheysens, Tat Deroost, Anne Hodiament, Chantal Leroy, Anne Goiris, Johan Smets, Marie-Thérèse Vandenbosch, Christian Dumeunier, Katrien Van Roosendaal, Corinne Urbain, Véronique De Vrieze, Françoise Thonon, Muriel Van Hauwaert, Lauro Da Silva Castelli, Mariane Lefere, Marie Huybrechts, Evi Plasschaert, Christiane Van Thielen, Myriam Ladeuze, Catherine Absil, Mathilde Chomé, Kirsten Schramme, Jeannine Gillesen, Elisabeth Kaizer, Alain Timmermans, Olivier Schouteten, François-Xavier Cabaroux, Caroline Bockstael, Carine Bossuyt, Anne Dasnoy-Sumell, Marie Liebert, Anne Bienfait, Sandra della Faille de Leverghem, Lucie Braeckevelt, Caroline Horschel, Daniel Collet-Cassart, Mercedes d'Hoop, Hilde Libbrecht, Béatrice Beghein, Juliette Raoul-Duval, Florence Bernard, Francine Schoessetters-Van Oost, Joëlle Hullebroeck, Cindy Hullebusch, Claudine Pauwels, Katrien Vandermarcke, Cédric Clause et Siegi Hirsch, assistés et représentés par Me V. Letellier, avocat au barreau de Bruxelles.

Par la même requête, les parties requérantes demandent également l'annulation des mêmes dispositions légales.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation et la suspension des articles 11 et 12 de la loi du 10 juillet 2016 « modifiant la loi du 4 avril 2014 réglementant les professions des soins de santé mentale et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, d'une part, et modifiant la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, d'autre part ». Ces articles disposent :

« Art. 11. Dans la [loi du 10 mai 2015], il est inséré un article 68/2/1 rédigé comme suit :

' Art. 68/2/1. § 1^{er}. La psychothérapie est une forme de traitement des soins de santé qui utilise, de façon logique et systématique, un ensemble cohérent de moyens psychologiques (interventions), qui sont ancrés dans un cadre de référence psychologique et scientifique, et qui requièrent une collaboration interdisciplinaire.

§ 2. La psychothérapie est exercée par un praticien, tel que visé aux articles 3, § 1^{er}, 68/1 et 68/2, au sein d'une relation psychothérapeute-patient, dans le but d'éliminer ou d'alléger des difficultés, conflits et troubles psychologiques dont souffre le patient.

§ 3. Pour pouvoir exercer la psychothérapie, le praticien, tel que visé au § 2, a suivi une formation spécifique en psychothérapie dans un établissement universitaire ou une haute école. La formation compte au minimum 70 crédits ECTS.

Le praticien a également suivi un stage professionnel dans le domaine de la psychothérapie de minimum deux ans de pratique à temps plein ou son équivalent en cas d'exercice à temps partiel.

La formation spécifique et le stage professionnel peuvent avoir lieu simultanément.

Le Roi peut déterminer des modalités concernant le stage professionnel visé à l'alinéa 2.

§ 4. Par dérogation aux §§ 2 et 3, des praticiens professionnels autres que les praticiens professionnels tels que visés aux articles 3, § 1^{er}, 68/1 et 68/2 peuvent également exercer de manière autonome la psychothérapie, pour autant qu'ils ressortissent d'une des catégories suivantes :

a) praticiens professionnels qui, au plus tard au cours de l'année académique 2015-2016, ont terminé leurs études aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° ils disposent d'un titre professionnel conformément à la présente loi;
- 2° ils ont terminé avec fruit dans un établissement une formation spécifique en psychothérapie;
- 3° ils peuvent fournir au plus tard le 1^{er} septembre 2018 la preuve de l'exercice de la psychothérapie;

b) praticiens professionnels qui, au 1^{er} septembre 2016, ont entamé ou entament pendant l'année académique 2016-2017 une formation spécifique en psychothérapie, aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° ils disposent d'un titre professionnel conformément à la présente loi;
- 2° ils ont terminé avec fruit dans un établissement une formation spécifique en psychothérapie;

c) praticiens professionnels qui, au 1^{er} septembre 2016, ont entamé ou entament pendant l'année académique 2016-2017 une formation au minimum de niveau bachelier qui donne droit à un titre professionnel conformément à la présente loi, aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° ils disposent d'un titre professionnel conformément à la présente loi;
- 2° ils ont terminé avec fruit une formation spécifique en psychothérapie, telle que visée au § 3, alinéa 1^{er};
- 3° ils ont également suivi un stage professionnel, tel que visé au § 3, alinéa 2.

§ 5. Par dérogation aux §§ 2 à 4, les personnes qui ne sont pas des praticiens professionnels peuvent également exercer la psychothérapie, pour autant qu'elles satisfassent aux conditions cumulatives suivantes :

a) il s'agit de la pratique non autonome de certains actes psychothérapeutiques sous la surveillance d'un praticien, tels que visés aux §§ 2 à 4;

b) la pratique a lieu dans un cadre interdisciplinaire avec intervision.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} ressortissent par ailleurs d'une des catégories suivantes :

a) ceux qui, au plus tard au cours de l'année académique 2015-2016, ont terminé leurs études aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° ils ont terminé avec fruit une formation au minimum de niveau bachelier;
- 2° ils ont terminé avec fruit dans un établissement une formation spécifique en psychothérapie;
- 3° ils peuvent fournir au plus tard le 1^{er} septembre 2018 la preuve de l'exercice de la psychothérapie;

b) ceux qui, au 1^{er} septembre 2016 ont entamé ou entament pendant l'année académique 2016-2017 une formation spécifique en psychothérapie, aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° ils ont terminé avec fruit une formation au minimum de niveau bachelier;
- 2° ils ont terminé avec fruit dans un établissement une formation spécifique en psychothérapie;

c) ceux qui, au 1^{er} septembre 2016, ont entamé ou entament pendant de l'année académique 2016-2017 une formation au minimum de niveau bachelier, aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° ils ont terminé avec fruit une formation au minimum de niveau bachelier;
- 2° ils ont terminé avec fruit la formation spécifique en psychothérapie, telle que visée au § 3, alinéa 1^{er};
- 3° ils ont également suivi un stage professionnel, tel que visé au § 3, alinéa 2.

La loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient est applicable aux praticiens de la psychothérapie visés au présent paragraphe.

§ 6. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avoir recueilli l'avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé, également autoriser d'autres praticiens professionnels à exercer la psychothérapie. Il fixe, le cas échéant, les conditions auxquelles ils peuvent exercer la psychothérapie. Ces conditions portent au minimum sur leur formation préparatoire.

§ 7. Le Roi peut, après avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale, décrire la psychothérapie et fixer les conditions relatives à l'exercice de cette discipline, dont la matière qui doit être traitée et le stage professionnel, tel que visé au § 3, alinéa 2. '.

Art. 12. Dans la même loi, il est inséré un article 68/2/2, rédigé comme suit :

' Art. 68/2/2. § 1^{er}. Les praticiens professionnels tels que visés aux articles 3, § 1^{er}, 68/1 et 68/2, qui exercent la psychothérapie de manière autonome, ainsi que les praticiens autonomes de la psychothérapie, tels que visés à l'article 68/2/1, § 4, peuvent être aidés par des assistants, dénommés les professions de support en soins de santé mentale.

Les professions de support en soins de santé mentale ne posent aucun acte diagnostique et thérapeutique autonome mais exécutent des prescriptions à la demande de et sous la supervision des praticiens professionnels mentionnés à l'alinéa 1^{er} ou des praticiens de la psychothérapie mentionnés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale, fixer la liste des professions de support en soins de santé mentale, ainsi que les critères généraux d'agrément des professions de support en soins de santé mentale.

Le Roi peut, après avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale, déterminer les critères spécifiques qui s'appliquent à chacune des professions de support en soins de santé mentale. ' ».

B.2.1. Dans l'exposé des motifs du projet de loi devenu la loi attaquée, les nouvelles règles relatives à l'exercice de la psychothérapie ont été expliquées comme suit :

« En toute logique, la psychothérapie doit occuper une place dans le cadre légal des professions des soins de santé afin que des garanties de qualité et des mesures de protection identiques à celles relatives aux autres professions des soins de santé soient d'application.

Le projet assure pareil ancrage de la psychothérapie dans la loi du 10 mai 2015 relative aux professions des soins de santé.

Contrairement aux professions des soins de santé définies dans la loi du 10 mai 2015, le système d'agrément de titres professionnels n'est pas applicable aux praticiens de la psychothérapie. Comme expliqué au point c) ' Définition ' (cf. ci-dessous), la psychothérapie n'est pas une profession en soi, mais plutôt une forme de traitement qui peut être exercée par des personnes disposant déjà d'un titre professionnel bien déterminé et de l'agrément correspondant.

Ces personnes ne doivent pas obtenir un agrément supplémentaire pour être autorisées à exercer la psychothérapie.

Elles ne doivent pas davantage disposer d'un visa spécifique pour la psychothérapie.

[...]

Il a été opté en faveur d'un cadre légal restreint incluant une définition de la psychothérapie; le développement ultérieur de celui-ci sera réglé par un arrêté d'exécution.

[...]

Plutôt que comme une profession des soins de santé en soi, la psychothérapie se conçoit comme une forme de traitement pratiquée par un médecin, un psychologue clinicien ou un orthopédagogue clinicien, à l'instar de l'avis n° 7855 du Conseil supérieur de la Santé.

Cet avis stipule que la psychothérapie est une spécialisation d'un certain nombre de professions des soins de santé et que l'importance des bases scientifiques et de la complexité de l'évaluation de la pratique psychothérapeutique exige que la formation de base soit au minimum de niveau 'master' (cf. p. 32).

La possibilité est toutefois prévue d'autoriser par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, après avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale, d'autres praticiens professionnels à exercer la psychothérapie.

[...]

La psychologie clinique comprend un très large spectre de soins psychologiques allant de la fourniture d'information à l'information, à la prévention et à la sensibilisation jusqu'au psychodiagnostic, au traitement et à la réadaptation. En d'autres termes, il s'agit ici du niveau de base des prestations de soins de santé psychologiques.

La psychothérapie, en revanche, est une des spécialisations dans l'un des aspects des soins de santé mentale, à savoir le volet traitement. Il s'agit d'une forme de traitement s'adressant à des personnes qui présentent une problématique psychologique ou un trouble psychologique plus complexes et qui nécessitent un traitement souvent plus long s'inscrivant dans une relation thérapeutique spécifique; à cet effet, une formation complémentaire spécifique est requise » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54/1848/001, pp. 7-9).

B.2.2. En ce qui concerne en particulier la formation requise pour exercer la psychothérapie, l'exposé des motifs mentionne :

« Compte tenu du fait que la psychothérapie dépasse le niveau de base des soins de santé psychologiques et qu'elle constitue une forme de thérapie spécialisée pour le traitement de problèmes psychiques complexes, ceci implique qu'une formation complémentaire est requise pour l'exercice de celle-ci.

[...]

La formation en psychothérapie comprend au moins 70 crédits ECTS ou l'équivalent de cela si un autre mécanisme d'évaluation pour formations a été utilisé (par exemple, formations antérieures à la mise en place du système ECTS).

[...]

En outre, le praticien de la psychothérapie doit également avoir suivi un stage professionnel qui correspond à deux ans de pratique à temps plein ou l'équivalent de cela » (*ibid.*, pp. 9-10).

B.2.3. En ce qui concerne en particulier les « droits acquis » des personnes qui exerçaient, avant l'entrée en vigueur de la loi, des activités qui relèvent de la psychothérapie, l'exposé des motifs mentionne :

« Par dérogation au principe que la psychothérapie peut exclusivement être exercée par un médecin, un psychologue clinicien ou un orthopédagogue clinicien, le projet prévoit de très larges droits acquis pour les praticiens de la psychothérapie actuellement en place, de même que pour les étudiants qui souhaitent exercer la psychothérapie.

[...]

En résumé, l'article 68/2/1, § 4, prévoit un régime complet de droits acquis pour les praticiens de la psychothérapie disposant d'un titre LEPSS et pour les étudiants en formation; s'ils répondent aux conditions, ils pourront (continuer à) exercer la psychothérapie. En d'autres termes, la disposition comporte une régularisation de toutes les personnes qui actuellement exercent déjà la psychothérapie ou suivent une formation en vue d'exercer ensuite la psychothérapie.

[...]

Dans le cadre des droits acquis pour les professions LEPSS, trois catégories sont prévues, à savoir les diplômés, les étudiants en psychothérapie et les étudiants en formation de base LEPSS.

Tous les diplômés qui disposent d'un titre professionnel LEPSS, qui ont suivi une formation spécifique en psychothérapie et qui peuvent fournir la preuve au plus tard le 1^{er} septembre 2018 de l'exercice de la psychothérapie, peuvent continuer à exercer la psychothérapie de manière autonome.

Les étudiants qui ont entamé au 1^{er} septembre 2016 ou qui entament au cours de l'année académique 2016-2017 une formation spécifique en psychothérapie, pourront exercer la psychothérapie de manière autonome, à condition qu'ils disposent d'un titre professionnel LEPSS et qu'ils achèvent avec succès la formation en psychothérapie.

Les étudiants qui ont entamé au 1^{er} septembre 2016 ou qui entament au cours de l'année académique 2016-2017 une formation de base dans une profession LEPSS, pourront exercer la psychothérapie de manière autonome, à condition qu'ils terminent leur formation de base avec succès, qu'ils achèvent également avec succès une formation en psychothérapie et qu'ils suivent un stage professionnel de deux ans.

Les conditions permettant aux professions non-LEPSS de bénéficier de droits acquis pour l'exercice de la psychothérapie, reflètent celles des professions LEPSS.

Les diplômés doivent disposer d'un titre professionnel non-LEPSS au minimum de niveau bachelier, ont suivi une formation en psychothérapie et doivent fournir la preuve au 1^{er} septembre 2018 d'un exercice de la psychothérapie.

Les étudiants en psychothérapie, y compris ceux qui entameront la formation au cours de l'année académique 2016-2017, et qui disposent d'un titre professionnel non-LEPSS, pourront exercer la psychothérapie, pour autant qu'ils achèvent leur formation avec succès.

Les étudiants qui suivent une formation de base non-LEPSS, y compris ceux qui entameront la formation au cours de l'année académique 2016-2017, pourront exercer la psychothérapie, pour autant qu'ils terminent leur formation avec succès, qu'ils achèvent ensuite avec succès une formation en psychothérapie, et qu'ils aient en outre suivi un stage professionnel de deux ans.

Nonobstant le fait que la description des conditions pour les droits acquis en psychothérapie soit identique aux deux catégories, il existe au niveau de l'exercice de la psychothérapie une différence essentielle entre les professions LEPSS d'une part et les professions non-LEPSS d'autre part.

C'est ainsi que les professions LEPSS susceptibles de prétendre à l'obtention de droits acquis peuvent exercer la psychothérapie de manière autonome, alors que ce n'est pas le cas pour les professions non-LEPSS bénéficiant de droits acquis.

Les professions non-LEPSS peuvent uniquement exercer la psychothérapie de manière non autonome dans un cadre interdisciplinaire.

Ces personnes sont supervisées par un praticien autonome de la psychothérapie [...].

[...]

Les praticiens professionnels peuvent uniquement exercer la psychothérapie dans le cadre de la loi du 10 mai 2015. Les non-praticiens professionnels tombent en dehors de ce cadre mais pourront poser certains actes, uniquement à la demande et sous la supervision d'un praticien de la psychothérapie autonome. En outre, la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient est explicitement déclarée applicable à eux.

Bien que cela semble à première vue paradoxal avec la définition relativement rigoureuse de la psychothérapie comme un niveau spécialisé dans les soins de santé mentale pour lequel une formation complémentaire distincte est requise, on a opté dans le projet pour des droits acquis très larges pour les praticiens actuels de la psychothérapie ainsi que pour les étudiants en formation.

D'une part, on fixe des exigences élevées pour l'exercice de la psychothérapie dans le futur; d'autre part, on veut éviter que les praticiens actuels de la psychothérapie ne soient écartés et on veut encore leur accorder une place au sein des soins de santé mentale.

Ceci a notamment pour conséquence que même des non-praticiens professionnels (personnes ne disposant pas d'un titre professionnel conforme à la LEPSS) sont autorisés sous certaines conditions (supervision et intervention (cf. ci-dessus)) à pratiquer la psychothérapie et à exercer de la sorte les soins de santé, mais de façon très limitée et sous conditions.

Sur ce plan, ils constituent une exception à la définition des soins de santé donnée à l'article 2, 3°, de la loi du 10 mai 2015, à savoir des 'services dispensés par un praticien professionnel'.

Ils ne sont en effet pas un praticien professionnel, mais par voie de mesure transitoire, ils peuvent à titre exceptionnel et sous de strictes conditions exercer la psychothérapie en tant que forme de traitement dans le cadre des soins de santé, et ce sous la responsabilité de leur employeur.

[...]

La disposition qui définit les droits acquis pour les praticiens de la psychothérapie ne disposant pas d'un titre LEPSS (article 68/2/1, § 5, de la LEPSS) a pour but d'éviter que ceux qui travaillent déjà comme praticien de la psychothérapie actuellement ou qui envisagent une carrière comme praticien de la psychothérapie et qui sont en formation à cette fin, se voient interdire du jour au lendemain l'accès à la psychothérapie. Nonobstant la vision de principe rigoureuse de la psychothérapie en vertu de laquelle celle-ci est une spécialité des soins de santé psychologiques de base ou de la psychologie clinique, exclusivement réservée pour des considérations de qualité à des médecins, à des psychologues cliniciens et à des orthopédagogues cliniciens (cf. ci-dessus), l'intention est expressément de ne pas écarter les personnes qui actuellement exercent déjà la psychothérapie ou sont en formation, mais de leur accorder une place au sein des soins de santé mentale, dans le respect toutefois de certaines garanties de qualité minimales. Un régime légal complet est élaboré pour ces personnes.

La disposition relative aux professions de support en soins de santé mentale, en revanche, contient un cadre légal permettant d'accorder à des bacheliers professionnels se situant actuellement en dehors de la LEPSS mais dans le domaine psychosocial, une place au sein des soins de santé mentale.

Si l'on souhaite mettre en œuvre ce cadre légal, des arrêtés d'exécution supplémentaires devront être promulgués, notamment pour l'établissement d'une liste des professions de support en soins de santé mentale, la définition de critères transversaux pour l'ensemble des professions de support en soins de santé mentale ainsi que la définition de critères spécifiques par profession.

Contrairement à l'article 68/2/1, § 5, qui contient un régime complet relatif aux droits acquis afin de régulariser la situation actuelle, l'article 68/2/2 contient uniquement un cadre légal pouvant être utilisé pour éventuellement (il n'y a en effet aucune obligation d'en poursuivre l'exécution) promulguer à l'avenir un arrêté royal » (*ibid.*, pp. 10-15).

Quant à l'intérêt des parties requérantes

B.3.1. La demande de suspension étant subordonnée au recours en annulation, la recevabilité de celui-ci, et en particulier l'existence de l'intérêt requis, doit être vérifiée dès l'examen de la demande de suspension.

B.3.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.3.3. Les parties requérantes pouvaient toutes pratiquer sans plus des activités qui relèvent de la définition de psychothérapie contenue dans l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé (ci-après : LEPSS). Depuis l'entrée en vigueur du régime attaqué, le 1^{er} septembre 2016, soit elles sont exclues de toute pratique de la psychothérapie au motif qu'elles n'ont aucun diplôme du niveau de bachelier, soit elles sont contraintes d'exercer une pratique limitée, sous l'autorité d'un tiers qui peut, selon les exigences prévues par le régime attaqué, pratiquer la psychothérapie de façon autonome. Elles démontrent qu'elles ont consacré un temps important à se former en psychothérapie ainsi qu'à des supervisions. Pour la plupart, elles pratiquaient les activités qui relèvent de la psychothérapie, définie à l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la LEPSS, depuis plus de dix ans et plusieurs parmi elles dispensent des formations dans des institutions reconnues.

Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, il apparaît que la disposition attaquée règle bien l'accès à une profession. L'article 68/2/1 de la LEPSS, lu dans son intégralité, définit en effet le régime et les conditions dans lesquels les personnes peuvent exercer une activité professionnelle déterminée, à savoir la psychothérapie.

Le régime attaqué ne contient pas de disposition transitoire autorisant les parties requérantes à poursuivre la pratique de la psychothérapie, de manière autonome ou non, à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 2016. Ce régime paraît affecter directement et défavorablement la situation des parties requérantes, tant celles qui sont exclues définitivement de la pratique de la psychothérapie que celles qui ne peuvent plus l'exercer dorénavant de façon autonome.

B.3.4. Le Conseil des ministres soutient que le recours en annulation et donc la demande de suspension devraient être limités à l'article 11 de la loi attaquée en tant qu'il a inséré un article 68/2/1, § 5, dans la loi du 10 mai 2015 précitée, les autres paragraphes de cette disposition n'étant pas critiqués dans la requête.

Il en serait de même concernant l'article 12 de la même loi, lui aussi attaqué, le Conseil des ministres soutenant que cette disposition ne serait pas, elle non plus, critiquée dans la requête.

Enfin, les parties requérantes n'auraient pas intérêt au recours, à défaut pour elles d'avoir attaqué l'article 6 de la loi du 10 juillet 2016. Il en résulterait qu'en cas d'annulation ou de suspension des seuls articles 11 et 12 de cette loi, aucune mesure transitoire ou dérogatoire ne leur serait applicable, l'article 6, non attaqué de la loi du 10 juillet 2016 ayant pour objet d'abroger la loi du 4 avril 2014 et, partant, l'article 49 de cette dernière loi qui instaurait le régime transitoire que les parties requérantes souhaiteraient, selon le Conseil des ministres, se voir appliquer.

B.3.5. L'examen de la requête ne permet pas, au stade actuel de la procédure, de considérer que les développements de la requête ne portent pas sur l'ensemble de l'article 11 de la loi du 10 juillet 2016. L'article 11 vise en effet à régler dans son ensemble l'accès à la profession de psychothérapeute. Les parties requérantes font valoir que leur situation, et notamment la poursuite d'activités professionnelles sans disposer des titres requis, n'est pas réglée par l'article 11 de la loi du 10 juillet 2016.

Ce grief revient en substance à critiquer le fait qu'aucun des paragraphes de l'article 68/2/1 de la LEPSS ne leur donne le droit de poursuivre les activités professionnelles qui relèvent de la définition visée à l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la LEPSS.

Etant donné que les parties requérantes ont pu, avant l'entrée en vigueur du nouveau régime d'accès à la profession le 1^{er} septembre 2016, exercer librement leurs activités professionnelles, que ces activités sont actuellement réservées aux seules personnes mentionnées à l'article 11 de la loi du 10 juillet 2016 et que les parties requérantes ne relèvent pas de ces catégories, le risque de préjudice découle, pour elles, de l'article 11 dans son ensemble.

S'il est exact que les parties requérantes ne demandent pas l'annulation et la suspension de l'article 6 de la loi du 10 juillet 2016, cette circonstance n'est pas de nature à priver d'objet le recours introduit contre les articles 11 et 12 de la même loi. Le fait que l'article 6 n'est pas attaqué a certes pour conséquence que l'article 49 de la loi du 4 avril 2014 – qui contient un régime transitoire, qui pourrait être utile aux parties requérantes – ne peut pas renaître, mais implique également que les conditions strictes relatives à l'exercice de la psychothérapie, imposées pour la première fois par les articles 34 et 38, § 1^{er}, de la loi du 4 avril 2014, restent abrogées, ce qui ne lèse pas les parties requérantes.

B.3.6. L'examen limité de la recevabilité du recours en annulation auquel la Cour a pu procéder dans le cadre de la demande de suspension ne fait pas apparaître, au stade actuel de la procédure, que le recours en annulation – et donc également la demande de suspension – doit être considéré comme irrecevable.

Quant aux conditions de la suspension

B.4. Aux termes de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, deux conditions de fond doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

- des moyens sérieux doivent être invoqués;
- l'exécution immédiate de la règle attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Les deux conditions étant cumulatives, la constatation que l'une de ces deux conditions n'est pas remplie entraîne le rejet de la demande de suspension.

En ce qui concerne le risque de préjudice grave difficilement réparable

B.5. La suspension par la Cour d'une disposition législative doit permettre d'éviter que l'application immédiate des normes attaquées risque de causer aux parties requérantes un préjudice grave, qui ne pourrait être réparé ou qui pourrait difficilement l'être en cas d'annulation de ces normes.

B.6. Il ressort de l'article 22 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 que, pour satisfaire à la seconde condition de l'article 20, 1^o, de cette loi, la personne qui forme une demande de suspension doit exposer, dans sa requête, des faits concrets et précis qui prouvent à suffisance que l'application immédiate des dispositions dont elle demande l'annulation risque de lui causer un préjudice grave difficilement réparable.

Cette personne doit notamment faire la démonstration de l'existence du risque de préjudice, de sa gravité et de son lien avec l'application des dispositions attaquées.

B.7. Les parties requérantes allèguent comme risque de préjudice grave difficilement réparable les conséquences dommageables liées à l'interdiction complète et immédiate, pour certaines d'entre elles, d'exercer encore la pratique de la psychothérapie et, pour les autres, l'interdiction immédiate d'exercer encore la pratique de la psychothérapie de façon autonome, à défaut de satisfaire aux nouvelles exigences prévues par le régime attaqué.

Les parties requérantes déduisent ce risque de l'absence d'une mesure transitoire dans le régime attaqué. En fixant l'entrée en vigueur de ce régime au 1^{er} septembre 2016, sans prévoir, par une mesure transitoire, que toutes les personnes qui exerçaient avant cette date des activités relevant de la psychothérapie définie à l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la LEPSS peuvent poursuivre ces activités, le législateur porterait atteinte de manière irrémédiable à leur droit d'exercer leur profession, mettrait fin à leur relation thérapeutique avec leur patientèle, rompant à l'égard de cette dernière la relation de confiance instaurée dans le cadre d'un processus thérapeutique parfois long, et serait à l'origine d'une perte définitive de revenus.

B.8.1. L'article 11 attaqué interdit, avec effet au 1^{er} septembre 2016, aux parties requérantes d'exercer ou de continuer à exercer la psychothérapie.

B.8.2.1. Aux termes de l'article 68/2/1, § 3, de la LEPSS, tel qu'il a été inséré par l'article 11 attaqué de la loi du 10 juillet 2016, seuls peuvent exercer la psychothérapie certains professionnels de la santé, en principe les médecins, les psychologues cliniciens et les orthopédagogues cliniciens, pourvu qu'ils aient suivi une formation spécifique en psychothérapie d'au moins 70 crédits ECTS dans un établissement universitaire ou une haute école et qu'ils aient suivi un stage professionnel dans le domaine de la psychothérapie d'au moins deux ans ou son équivalent en cas d'exercice à temps partiel.

B.8.2.2. A ce régime, le législateur a prévu deux dérogations.

B.8.2.3. L'article 68/2/1, § 4, de la LEPSS, tel qu'il a été inséré par l'article 11 attaqué de la loi du 10 juillet 2016, prévoit que d'autres praticiens professionnels qui disposent d'un titre professionnel mentionné dans la LEPSS peuvent exercer la psychothérapie. Contrairement à ce qui semble apparaître des travaux préparatoires mentionnés en B.2.3, cette première dérogation ne s'adresse pas à toutes les personnes qui exerçaient déjà, avant l'entrée en vigueur, le 1^{er} septembre 2016, de l'article attaqué, des activités qui relèvent de la psychothérapie définie à l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la LEPSS.

En effet, la première dérogation vise à permettre à trois catégories de personnes qui disposent déjà d'un autre titre professionnel mentionné dans la LEPSS ou en disposeront dans un proche avenir, et moyennant plusieurs conditions cumulatives, d'exercer la profession de manière autonome : (1) les personnes qui ont achevé leurs études au plus tard au cours de l'année académique 2015-2016; (2) les personnes qui ont déjà entamé la formation spécifique de psychothérapie le 1^{er} septembre 2016 ou qui l'entameront au cours de l'année académique 2016-2017; (3) les personnes qui ont entamé au 1^{er} septembre 2016 une formation de bachelier qui donne droit, conformément à la LEPSS, à un titre professionnel mentionné dans cette loi ou qui l'entament au cours de l'année académique 2016-2017.

Par conséquent, la possession d'un diplôme, au minimum du niveau de bachelier, donnant droit à un titre professionnel mentionné dans la LEPSS est déterminante pour pouvoir continuer à exercer la psychothérapie de manière autonome ou pour pouvoir l'exercer à l'avenir.

B.8.2.4. L'article 68/2/1, § 5, de la LEPSS, tel qu'il a été inséré par l'article 11 attaqué de la loi du 10 juillet 2016, prévoit que les personnes qui ne sont pas des praticiens professionnels, c'est-à-dire les personnes qui ne disposent pas d'un titre professionnel mentionné dans la LEPSS, peuvent aussi exercer la psychothérapie de manière non autonome. Contrairement à ce qui semble ressortir des travaux préparatoires mentionnés en B.2.3, cette seconde dérogation ne concerne pas toutes les personnes qui exerçaient déjà avant l'entrée en vigueur, le 1^{er} septembre 2016, de la loi attaquée des activités qui relèvent de la psychothérapie définie à l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la LEPSS.

En effet, la seconde dérogation vise à autoriser, moyennant une série de conditions cumulatives, trois catégories de personnes qui disposent d'un diplôme, au minimum du niveau de bachelier, ne donnant pas droit à un titre professionnel mentionné dans la LEPSS ou en disposeront dans un proche avenir, à exercer la profession de manière

non autonome, parce qu'elles sont soumises à un contrôle et à une intervention : (1) les personnes qui ont achevé leurs études au plus tard au cours de l'année académique 2015-2016; (2) les personnes qui ont déjà entamé la formation spécifique de psychothérapie au 1^{er} septembre 2016 ou qui l'entament au cours de l'année académique 2016-2017; (3) les personnes qui ont entamé une formation de bachelier au 1^{er} septembre 2016 ou qui l'entament au cours de l'année académique 2016-2017.

Dès lors, la possession d'un diplôme, au minimum du niveau de bachelier, est déterminante pour pouvoir continuer à exercer la psychothérapie de manière non autonome ou pour pouvoir l'exercer à l'avenir.

B.8.2.5. Outre les personnes mentionnées en B.8.2 qui peuvent exercer la psychothérapie, l'article 68/2/1, § 6, de la LEPSS, tel qu'il a été inséré par l'article 11 attaqué de la loi du 10 juillet 2016, habilite le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et sur avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé, à autoriser d'autres praticiens professionnels à exercer la psychothérapie et à fixer, le cas échéant, les conditions auxquelles ils peuvent exercer.

B.8.3. L'article 68/2/2, § 1^{er}, de la LEPSS, tel qu'il a été inséré par l'article 12 attaqué de la loi du 10 juillet 2016, reconnaît « les professions de support en soins de santé mentale », dont les praticiens peuvent, en leur qualité d'« assistants », « aider » les praticiens professionnels qui exercent la psychothérapie de manière autonome. Toutefois ces professionnels de supports en soins de santé mentale ne peuvent poser aucun acte diagnostique ou thérapeutique autonome, mais seulement exécuter des prescriptions à la demande et sous la supervision de praticiens professionnels qui exercent la psychothérapie de manière autonome.

B.8.4. Le régime attaqué a pour conséquence que les personnes qui ne sont pas titulaires d'un titre professionnel LEPSS au 1^{er} septembre 2016 ne peuvent poursuivre l'exercice de leurs activités professionnelles de manière autonome. Quant à ceux qui ne sont pas titulaires d'un baccalauréat au 1^{er} septembre 2016, ils ne peuvent plus exercer aucune pratique, même non autonome.

B.8.5. Le risque de préjudice grave difficilement réparable invoqué par les parties requérantes s'assimile à une forme d'interdiction professionnelle, tout au moins pour une pratique autonome de la psychothérapie : en l'absence de toute mesure transitoire qui leur permettrait, le cas échéant et dans le respect de certaines conditions, de poursuivre leurs activités à partir du 1^{er} septembre 2016, cette interdiction leur cause directement un préjudice qui n'est pas susceptible d'être réparé par une éventuelle annulation de l'article 11 attaqué.

En ce qui concerne le caractère sérieux des moyens

B.9.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 16, 22 et 23 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1 du Premier Protocole additionnel à cette Convention, avec l'article 6, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'avec les principes généraux du droit de la sécurité juridique et de la confiance légitime. Le second moyen est pris de la violation par les dispositions attaquées des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions et principes précités.

B.9.2. Le risque d'un préjudice grave difficilement réparable découle exclusivement de l'absence de toute mesure transitoire permettant aux parties requérantes de poursuivre l'exercice de leurs activités qui relèvent de la psychothérapie définie à l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la LEPSS.

La Cour limite son examen du caractère sérieux aux premier et second moyens en tant qu'ils sont dirigés contre la disposition dont l'exécution immédiate risque de causer un préjudice grave difficilement réparable aux parties requérantes.

B.9.3. Le moyen sérieux ne se confond pas avec le moyen fondé.

Pour qu'un moyen soit considéré comme sérieux au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, il ne suffit pas qu'il ne soit pas manifestement non fondé au sens de l'article 72, mais il faut aussi qu'il revête une apparence de fondement au terme d'un premier examen des éléments dont la Cour dispose à ce stade de la procédure.

B.10. L'absence de mesures transitoires ne serait, selon les parties requérantes, pas raisonnablement justifiée. Elles ne pourraient en aucun cas s'adapter au nouveau régime qui s'applique immédiatement et sans considération de l'expérience qu'elles ont acquises, des formations qu'elles ont suivies, de l'importance de leur clientèle ou de leur ancienneté dans l'exercice de la psychothérapie. En prévoyant, avec effet immédiat et sans période transitoire, l'obligation de respecter des conditions nouvelles pour exercer la psychothérapie et l'interdiction immédiate de poursuivre cet exercice, l'article 11 attaqué porterait atteinte à leur attentes légitimes.

B.11.1. Nul ne peut prétendre à l'immutabilité d'une politique ou, en l'espèce, au non-règlement persistant de l'exercice de la psychothérapie. En effet, à peine de rendre impossible toute modification législative ou toute réglementation entièrement nouvelle, il ne peut être soutenu qu'une disposition nouvelle serait contraire au principe de sécurité juridique par cela seul qu'elle modifie les conditions d'application de la législation ancienne ou qu'elle instaure une interdiction entièrement nouvelle et pour le seul motif qu'elle remettrait en question certains choix professionnels.

Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et il n'est pas tenu, en principe, de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si le régime transitoire ou l'absence d'un tel régime entraînent une différence de traitement non susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Tel est le cas lorsqu'il est porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie déterminée de justiciables sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire établi à leur profit.

Le principe de confiance est étroitement lié au principe de la sécurité juridique, également invoqué par les parties requérantes, qui interdit au législateur de porter atteinte, sans justification objective et raisonnable, à l'intérêt que possèdent les justiciables d'être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes.

B.11.2. Afin d'examiner le caractère sérieux du premier et du second moyens dans la mesure précisée en B.9.2, la Cour doit prendre en compte la circonstance que la loi du 10 juillet 2016 a remplacé la loi du 4 avril 2014 « réglementant les professions des soins de santé mentale en modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé ». Cette loi, qui devait également entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2016, n'a donc jamais été appliquée.

La loi précitée du 4 avril 2014 visait notamment à encadrer pour la première fois l'exercice de la psychothérapie, en subordonnant cet exercice et le port du titre de psychologue à l'obtention d'une habilitation conférée par le Conseil fédéral de la psychothérapie dans le respect des conditions qui devaient être définies par le Roi et moyennant le respect des conditions de diplôme et de formation imposées par son article 38. Toutefois, l'article 49 de cette loi contenait une disposition transitoire permettant aux « praticiens pouvant justifier d'une pratique suffisante de la psychothérapie et d'une formation suffisante en la matière à la date de la publication de la [...] loi » de continuer à pratiquer la psychothérapie jusqu'à l'entrée en vigueur d'un arrêté royal qui devait fixer la procédure suivant laquelle ces mêmes personnes pourraient « faire valoir leur formation et leur expérience antérieure en vue de porter le titre de psychologue ».

B.11.3. Bien que l'exposé des motifs du projet de loi indique que la loi attaquée prévoit un régime complet de droits acquis pour les actuels praticiens d'activités qui relèvent de la psychothérapie définie à l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la LEPSS, l'article 11 attaqué de la loi du 10 juillet 2016 réserve, dès son entrée en vigueur, la poursuite de l'exercice de

ces activités professionnelles, de manière autonome, aux titulaires d'un titre professionnel LEPSS ou à ceux qui au plus tard dans l'année académique 2016-2017 ont entamé une formation de niveau bachelier qui donne droit à un titre LEPSS. La poursuite de ces activités de manière non autonome est réservée, à partir de l'entrée en vigueur de l'article 11, aux titulaires d'un autre diplôme de bachelier. En faisant entrer en vigueur ces exigences nouvelles à la date du 1^{er} septembre 2016, sans permettre qu'à titre transitoire les personnes qui, avant cette date, exerçaient les activités définies à l'article 68/2/1, § 1^{er}, de la LEPSS, puissent poursuivre ces activités aux conditions fixées par le législateur sans disposer des titres actuellement requis ou, eu égard à l'entrée en vigueur rapide du régime attaqué, le 1^{er} septembre 2016, sans prévoir un délai d'adaptation raisonnable pour se procurer les titres requis, alors que la poursuite de l'exercice de la psychothérapie, sans devoir satisfaire aux conditions strictes en matière de diplôme et de formation, a encore été tolérée par la loi du 4 avril 2014, qui aurait également dû entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2016, le législateur a pris une mesure qui a des conséquences graves en ce que l'instauration de la nouvelle réglementation n'était pas suffisamment prévisible tant pour les praticiens de la psychothérapie que pour leurs patients. L'article 11 attaqué de la loi du 10 juillet 2016 porte donc une atteinte aux attentes légitimes des personnes concernées sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire à leur égard.

B.11.4. Dans le cadre limité de l'examen auquel la Cour a pu procéder lors du traitement de la demande de suspension, le moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec le principe de la sécurité juridique et de la confiance, doivent être considérés comme sérieux au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, mais uniquement en ce que les parties requérantes dénoncent l'absence d'un quelconque régime transitoire destiné aux personnes qui, durant la période précédant l'entrée en vigueur de la loi attaquée, exerçaient la pratique de la psychothérapie sans satisfaire aux conditions nouvellement instituées.

B.12. Il est satisfait aux conditions de la suspension de l'article 11 mais uniquement dans la mesure indiquée au B.11.4.

Par conséquent, les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée, exerçaient la pratique de la psychothérapie, sans satisfaire aux exigences de cette loi, peuvent exercer cette pratique en attendant que la Cour statue sur le recours en annulation.

Par ces motifs,

la Cour

- suspend l'article 11 de la loi du 10 juillet 2016 « modifiant la loi du 4 avril 2014 réglementant les professions des soins de santé mentale et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé d'une part et modifiant la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 d'autre part » en ce qu'il ne prévoit aucun régime transitoire pour les personnes qui, avant l'entrée en vigueur de cette loi, exerçaient la pratique de la psychothérapie;

- rejette la demande de suspension pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 22 décembre 2016.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/206529]

Uittreksel uit arrest nr. 170/2016 van 22 december 2016

Rolnummer 6532

In zake : de vordering tot schorsing van de artikelen 11 en 12 van de wet van 10 juli 2016 « tot wijziging van de wet van 4 april 2014 tot regeling van de geestelijke gezondheidszorgberoepen en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen [enerzijds] en tot wijziging van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 anderzijds », ingesteld door Rose-Anne Ducarme en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 27 oktober 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 31 oktober 2016, is een vordering tot schorsing ingesteld van de artikelen 11 en 12 van de wet van 10 juli 2016 « tot wijziging van de wet van 4 april 2014 tot regeling van de geestelijke gezondheidszorgberoepen en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen [enerzijds] en tot wijziging van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 anderzijds » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 2016) door Rose-Anne Ducarme, Laurence Erlich-Hislaire, Sander Kirsch, Alain Marteaux, Ngimbi Pasi, Chantal Schreder, Régine Gossart, Myriam Berquin, Christine Henseval, Carine Duray-Parmentier, Cédric Fogeron, Sophie Vandeveld, Sabine Muller, Marie-Hélène Dubois, Marie-Géralde Alcindor, Jean-Bernard Lievens, Hélène Baeten, Vincent Dupont, Philippe Vrancken, Ybe Casteleyn, Myriam Eliat, Felice Dattoli, Kristel Ogiers, Véronique Diliën, Anouk Pierre, Eva Van Tilburgh, Mark Luyten, Tanja Buyst, Maxime Radisson, Katrien Wybaillie, Katia Rizzi, Sylvie Kaye, Christiane Franken, Nancy Verlé, Nathalie Piron, Sara Hendrick, Anne d'Haeyere, Walter Engelen, Ann Van Hecke, Ann Van Ingelghem, Isabelle Kopp, Wendy Schram, Ariane Vilain, Sabine Pelgrims, Lieve Lammertyn, Lief Konings, Yves Scherpereel, Catherine Pilet, Christine Janssens, Sonja Delbeecke, Carola Coenjaerts, Ann Phillips, Veerle Claes, Johan Samson, Linda Ceysens, Marianne Philippart, Isabelle Gérard, Carla Verbeke, Ann Ceulemans, Violaine Van Custem, Sarah Papia, Nicole Mahieue, Sabine Oosthuysse, Anne De Mees, Hilde Klerck, Elke Driesen, Myriam Vanschel, Marie-Jeanne Graindorge, Chantal Bertrand, Isabelle Taquin, Viviane Peeraer, Brigitte Verdonk, Ann Jansen, Nathalie Nenin, Martine Lagarrigue, Ilse Wils, Véronique Rogiers, Carol Devleeshouwer, Carmen De Laere, Reinhilde Vermeulen, Bruno Milone, Marion Willemsen, Annick Gellens, Myriam Vandenbroeke, Marilyn Fossion, Corine Peteau, Hilde Desmyter, Sandrine Collet, Anne Chotteau, Sylvie Van Nieuwenhuysse, Sandra Salamero Imbert, Brigitte Reusens, Eléonore Crickx, Caroline Bracke, Nicolas Bay, Hilde Breda, Anja Wouters, Lara Weigel, San Vanderputten, Corinne Lenoir, Lieze Gheysens, Tat Deroost, Anne Hodiamont, Chantal Leroy, Anne Goiris, Johan Smets, Marie-Thérèse Vandenbosch, Christian Dumeunier, Katrien Van Rosendael, Corinne Urbain, Véronique De Vrieze, Françoise Thonon, Muriel Van Hauwaert, Lauro Da Silva Castelli, Mariane Lefere,

Marie Huybrechts, Evi Plasschaert, Christiane Van Thielen, Myriam Ladeuze, Catherine Absil, Mathilde Chomé, Kirsten Schramme, Jeannine Gillissen, Elisabeth Kaizer, Alain Timmermans, Olivier Schouteten, François-Xavier Cabaroux, Caroline Bockstael, Carine Bossuyt, Anne Dasnoy-Sumell, Marie Liebert, Anne Bienfait, Sandra della Faille de Leverghem, Lucie Braeckvelt, Caroline Horschel, Daniel Collet-Cassart, Mercedes d'Hoop, Hilde Libbrecht, Béatrice Beghein, Juliette Raoul-Duval, Florence Bernard, Francine Schoeseters-Van Oost, Joëlle Hullebroeck, Cindy Hullebusch, Claudine Pauwels, Katrien Vandermarcke, Cédric Clause en Siegi Hirsch, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. V. Letellier, advocaat bij de balie te Brussel.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderen de verzoekende partijen eveneens de vernietiging van dezelfde wetsbepalingen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging en de schorsing van de artikelen 11 en 12 van de wet van 10 juli 2016 « tot wijziging van de wet van 4 april 2014 tot regeling van de geestelijke gezondheidszorgberoepen en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen [enerzijds] en tot wijziging van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 anderzijds ». Die artikelen bepalen :

« Art. 11. In [de wet van 10 mei 2015] wordt een artikel 68/2/1 ingevoegd, luidende :

' Art. 68/2/1. § 1. Psychotherapie is een behandelingsvorm in de gezondheidszorg waarin men op een consistente en systematische wijze een samenhangend geheel van psychologische middelen (interventies) hanteert, die geworteld zijn binnen een psychologisch wetenschappelijk referentiekader en waarbij interdisciplinaire samenwerking is vereist.

§ 2. De psychotherapie wordt uitgeoefend door een beoefenaar, zoals bedoeld in de artikelen 3, § 1, 68/1 en 68/2, binnen een relatie psychotherapeut-patiënt, teneinde psychologische moeilijkheden, conflicten en stoornissen bij de patiënt op te heffen of te verminderen.

§ 3. Om de psychotherapie te mogen uitoefenen, heeft de beoefenaar, zoals bedoeld in § 2, een specifieke opleiding psychotherapie gevolgd bij een universitaire instelling of een hogeschool. De opleiding telt minstens 70 ECTS punten.

De beoefenaar heeft tevens een professionele stage in het domein van de psychotherapie gevolgd van minstens twee jaar voltijdse uitoefening of het equivalent hiervan ingeval van deeltijdse uitoefening.

De specifieke opleiding en de professionele stage kunnen simultaan plaatsvinden.

De Koning kan nadere regels bepalen met betrekking tot de in het tweede lid bedoelde professionele stage.

§ 4. In afwijking [van de] §§ 2 en 3, kunnen ook andere beroepsbeoefenaars dan beroepsbeoefenaars zoals bedoeld in de artikelen 3, § 1, 68/1 en 68/2 op autonome wijze de psychotherapie uitoefenen voor zover zij ressorteren onder een van de volgende categorieën :

a) beroepsbeoefenaars die uiterlijk in de loop van het academiejaar 2015-2016 hun studies hebben beëindigd onder volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij beschikken over een beroepstitel overeenkomstig deze wet;

2° zij hebben een specifieke opleiding in de psychotherapie met vrucht volbracht aan een instelling;

3° zij kunnen uiterlijk op 1 september 2018 een bewijs voorleggen van uitoefening van de psychotherapie;

b) beroepsbeoefenaars die een specifieke opleiding psychotherapie op 1 september 2016 hebben aangevat of tijdens het academiejaar 2016-2017 aanvatten onder volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij beschikken over een beroepstitel overeenkomstig deze wet;

2° zij hebben een specifieke opleiding in de psychotherapie met vrucht volbracht aan een instelling;

c) beroepsbeoefenaars die een opleiding van minimaal bachelorniveau die recht geeft op een beroepstitel overeenkomstig deze wet hebben aangevat op 1 september 2016 of tijdens het academiejaar 2016-2017 aanvatten, onder volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij beschikken over een beroepstitel overeenkomstig deze wet;

2° zij hebben de specifieke opleiding psychotherapie zoals bedoeld in § 3, eerste lid, met vrucht beëindigd;

3° zij hebben tevens een professionele stage gevolgd, zoals bedoeld in § 3, tweede lid.

§ 5. In afwijking [van] de §§ 2 tot 4 kunnen ook niet-beroepsbeoefenaars de psychotherapie uitoefenen mits naleving van volgende cumulatieve voorwaarden :

a) het gaat om niet-autonome uitoefening van de psychotherapie onder toezicht van een beoefenaar, zoals bedoeld in de §§ 2 tot 4;

b) de uitoefening heeft plaats in interdisciplinair verband met intervisie.

De in het eerste lid bedoelde personen ressorteren bovendien onder één van de volgende categorieën :

a) zij die uiterlijk in de loop van het academiejaar 2015-2016 hun studies hebben beëindigd onder volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij hebben een opleiding van minimaal bachelorniveau met vrucht beëindigd;

2° zij hebben een specifieke opleiding in de psychotherapie met vrucht volbracht aan een instelling;

3° zij kunnen uiterlijk op 1 september 2018 een bewijs voorleggen van uitoefening van de psychotherapie;

b) zij die een specifieke opleiding in de psychotherapie op 1 september 2016 hebben aangevat of tijdens het academiejaar 2016-2017 aanvatten onder volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij hebben een opleiding van minimaal bachelorniveau met vrucht beëindigd;

2° zij hebben een specifieke opleiding in de psychotherapie met vrucht volbracht aan een instelling;

c) zij die een opleiding van minimaal bachelorniveau hebben aangevat op 1 september 2016 of tijdens het academiejaar 2016-2017 aanvatten onder volgende cumulatieve voorwaarden :

1° zij hebben een opleiding van minimaal bachelorniveau met vrucht beëindigd;

2° zij hebben de specifieke opleiding psychotherapie zoals bedoeld in § 3, eerste lid, met vrucht beëindigd;

3° zij hebben tevens een professionele stage gevolgd, zoals bedoeld in § 3, tweede lid.

De wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt is van toepassing op de in deze paragraaf bedoelde beoefenaars van de psychotherapie.

§ 6. De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na het advies van de Federale Raad voor de geestelijke gezondheidszorgberoepen te hebben ingewonnen, ook andere beroepsbeoefenaars toelaten om de psychotherapie uit te oefenen. Desgevallend stelt Hij de voorwaarden vast waaronder zij de psychotherapie mogen uitoefenen. Deze voorwaarden hebben minstens betrekking op hun vooropleiding.

§ 7. De Koning kan, na advies van de Federale Raad voor de geestelijke gezondheidszorgberoepen, de psychotherapie nader omschrijven en voorwaarden vaststellen in verband met de uitoefening ervan, waaronder de leerstof die moet zijn verwerkt en de professionele stage, zoals bedoeld in § 3, tweede lid. '.

Art. 12. In dezelfde wet wordt een artikel 68/2/2 ingevoegd, luidend als volgt :

' Art. 68/2/2. § 1. De beroepsbeoefenaars, zoals bedoeld in de artikelen 3, § 1, 68/1 en 68/2, die op autonome wijze de psychotherapie uitoefenen, alsook de autonome beoefenaars van de psychotherapie, zoals bedoeld in artikel 68/2/1, § 4, kunnen worden bijgestaan door assistenten, de zogenoemde ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen.

De ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen stellen geen autonome diagnostische en therapeutische handelingen maar voeren voorschriften uit op verzoek en onder supervisie van de in het eerste lid vermelde beroepsbeoefenaars of van de in het eerste lid vermelde beoefenaars van de psychotherapie.

§ 2. De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na het advies te hebben ingewonnen van de Federale Raad voor de geestelijke gezondheidszorgberoepen, de lijst vaststellen van de ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen alsook de algemene criteria voor de erkenning van de ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen.

De Koning kan, na het advies te hebben ingewonnen van de Federale Raad voor de geestelijke gezondheidszorgberoepen, de specifieke criteria bepalen die gelden voor ieder van de ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen. ' ».

B.2.1. In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp dat de bestreden wet is geworden, zijn de nieuwe regels met betrekking tot de uitoefening van de psychotherapie als volgt uitgelegd :

« Logischerwijze dient de psychotherapie een plaats te krijgen binnen het wettelijk kader van de gezondheidszorgberoepen zodat dezelfde kwaliteitsgaranties en beschermingsmaatregelen van toepassing zijn als voor de andere gezondheidszorgberoepen.

Het ontwerp voorziet in dergelijke verankering in de wet van 10 mei 2015 op de gezondheidszorgberoepen.

In tegenstelling tot de gezondheidszorgberoepen, zoals omschreven in de wet van 10 mei 2015, is het systeem van erkenning van beroepstitels niet van toepassing op de beoefenaars van de psychotherapie. Zoals onder punt c). ' Omschrijving ' (cf. *infra*) wordt toegelicht, is de psychotherapie geen beroep op zich maar wel een behandelvorm die kan worden uitgeoefend door personen die reeds over een welbepaalde beroepstitel en bijhorende erkenning beschikken.

Zij dienen geen bijkomende erkenning te bekomen om de psychotherapie te mogen uitoefenen.

Zij dienen evenmin over een specifiek visum voor psychotherapie te beschikken.

[...]

Er werd geopteerd voor een beperkt wettelijk kader met een omschrijving van de psychotherapie; de verdere uitwerking ervan zal bij uitvoeringsbesluit worden geregeld.

[...]

Eerder dan een *sui generis* gezondheidszorgberoep, wordt de psychotherapie geconcipieerd als een behandelingsvorm die wordt beoefend door een arts, een klinisch psycholoog of een klinisch orthopedagoog in navolging van het advies nr. 7855 van de Hoge Gezondheidsraad.

Dit advies stelt dat de psychotherapie een specialisatie is van een aantal gezondheidszorgberoepen en dat het belang van de wetenschappelijke onderbouw en de complexiteit van de evaluatie van de psychotherapeutische praktijk vereist dat de basisopleiding minimaal van het masterniveau moet zijn (cfr. p. 32).

Er wordt evenwel in de mogelijkheid voorzien om bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit na advies van de Federale Raad voor de geestelijke gezondheidszorgberoepen ook andere beroepsbeoefenaars toe te laten de psychotherapie uit te oefenen.

[...]

De klinische psychologie omvat een zeer breed spectrum van psychologische zorgen gaande van inoverlening, voorlichting, preventie, sensibilisering tot psychodiagnostiek, behandeling en revalidatie. Het gaat hier met andere woorden om het basisniveau van psychologische gezondheidszorgverstrekkingen.

De psychotherapie daarentegen is één van de specialisaties binnen één aspect van de geestelijke gezondheidszorg, met name het behandeluik. Het is een behandelvorm die zich richt tot mensen met een complexere psychologische problematiek of psychologische stoornis die nood hebben aan een vaak langer durende behandeling ingebed in een specifieke therapeutische relatie; hiervoor is een specifieke aanvullende training vereist » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1848/001, pp. 7-9).

B.2.2. Wat in het bijzonder de opleiding betreft die is vereist voor het uitoefenen van de psychotherapie, wordt in de memorie van toelichting vermeld :

« Gegeven het feit dat de psychotherapie het basisniveau van psychologische gezondheidszorg overstijgt en dat het een specialistische therapievorm is voor behandeling van complexe psychische problemen, impliceert dat een aanvullende training is vereist voor het uitoefenen ervan.

[...]

De opleiding psychotherapie omvat minstens 70 ECTS of het equivalent hiervan indien een ander waarderingsmechanisme voor opleidingen werd gehanteerd (bijvoorbeeld opleidingen van vóór de invoering van het ECTS-systeem).

[...]

Daarnaast dient de beoefenaar van de psychotherapie tevens een professionele stage te hebben gevolgd die overeenstemt met twee jaar voltijdse uitoefening of het equivalent hiervan » (*ibid.*, pp. 9-10).

B.2.3. Wat in het bijzonder de « verworven rechten » betreft van de personen die vóór de inwerkingtreding van de wet activiteiten die onder de psychotherapie ressorteren, uitoefenden, wordt in de memorie van toelichting vermeld :

« In afwijking op het principe dat de psychotherapie uitsluitend kan worden uitgeoefend door een arts, klinisch psycholoog of klinisch orthopedagoog, voorziet het ontwerp zeer ruime verworven rechten voor de reeds bestaande beoefenaars van de psychotherapie alsook voor studenten die de psychotherapie wensen uit te oefenen.

[...]

Samengevat wordt in artikel 68/2/1, § 4, een volledige regeling voorzien van verworven rechten voor beoefenaars van de psychotherapie met WUG-titel en voor studenten in opleiding; wanneer zij aan de voorwaarden voldoen zullen zij de psychotherapie mogen (blijven) uitoefenen. De bepaling bevat met andere woorden een regularisatie voor alle personen die momenteel reeds de psychotherapie uitoefenen of een opleiding volgen om nadien de psychotherapie uit te oefenen.

[...]

Binnen de verworven rechten voor WUG-beroepen worden 3 categorieën voorzien, met name afgestudeerden, studenten psychotherapie en studenten basisopleiding WUG.

Alle afgestudeerden die over een WUG-beroepstitel beschikken, een specifieke opleiding psychotherapie hebben gevolgd en uiterlijk op 1 september 2018 bewijs kunnen leveren van uitoefening van de psychotherapie, mogen de psychotherapie op autonome wijze blijven beoefenen.

Studenten die op 1 september 2016 een specifieke opleiding in de psychotherapie hebben aangevat of tijdens het academiejaar 2016-2017 aanvatten, zullen de psychotherapie op autonome wijze mogen beoefenen op voorwaarde dat zij beschikken over een WUG-beroepstitel en de opleiding psychotherapie met vrucht afronden.

Studenten die op 1 september 2016 een basisopleiding WUG-beroep hebben aangevat of tijdens het academiejaar 2016-2017 aanvatten, zullen de psychotherapie op autonome wijze mogen beoefenen op voorwaarde dat zij hun basisopleiding met vrucht beëindigen, een opleiding psychotherapie eveneens met vrucht afronden en een professionele stage van 2 jaar volgen.

De voorwaarden voor niet-WUG-beroepen om van verworven rechten voor de uitoefening van de psychotherapie te genieten, zijn een afspiegeling van die van de WUG-beroepen.

Afgestudeerden moeten beschikken over een niet-WUG beroepstitel van minimaal bachelorniveau, hebben een opleiding in de psychotherapie gevolgd en moeten op 1 september 2018 bewijs leveren van uitoefening van de psychotherapie.

De studenten psychotherapie, inclusief zij die de opleiding zullen aanvatten tijdens het academiejaar 2016-17, en die beschikken over een niet-WUG beroepstitel, zullen de psychotherapie mogen uitoefenen voor zover zij hun opleiding met vrucht afronden.

De studenten die een basisopleiding niet-WUG volgen, inclusief zij die de opleiding zullen aanvatten tijdens het academiejaar 2016-2017 zullen de psychotherapie mogen uitoefenen voor zover zij hun opleiding met vrucht afronden, vervolgens een opleiding psychotherapie met vrucht afronden en bovendien een professionele stage van 2 jaar hebben gevolgd.

Niettegenstaande de omschrijving van de voorwaarden voor verworven rechten psychotherapie identiek is voor beide categorieën, bestaat op vlak van uitoefening van de psychotherapie wel een wezenlijk verschil tussen WUG-beroepen enerzijds en niet-WUG-beroepen anderzijds.

Zo mogen de WUG-beroepen die aanspraak kunnen maken op verworven rechten autonoom de psychotherapie uitoefenen, terwijl dit niet het geval is voor niet-WUG-beroepen met verworven rechten.

Niet-WUG-beroepen mogen de psychotherapie uitsluitend op niet-autonome wijze uitoefenen binnen een interdisciplinair verband.

Deze personen staan onder supervisie van een autonome beoefenaar van de psychotherapie [...].

[...]

Beroepsbeoefenaars kunnen de psychotherapie uitsluitend uitoefenen binnen het kader van de wet van 10 mei 2015. Niet-beroepsbeoefenaars vallen buiten dit kader maar zullen enkel in opdracht van en onder supervisie van een autonoom beoefenaar van de psychotherapie bepaalde handelingen kunnen stellen. Bovendien wordt de wet betreffende de rechten van de patiënt van 22 augustus 2002 expliciet op hen van toepassing verklaard.

Hoewel het op het eerste zicht paradoxaal lijkt met de nogal enge omschrijving van de psychotherapie als het specialistische niveau binnen de geestelijke gezondheidszorg waarvoor een afzonderlijke bijkomende opleiding is vereist, werd in het ontwerp geopteerd voor zeer ruime verworven rechten voor bestaande beoefenaars van de psychotherapie alsook voor de studenten in opleiding.

Enerzijds stelt men hoge eisen aan de uitoefening van de psychotherapie in de toekomst, anderzijds wil men voorkomen dat de huidige beoefenaars van de psychotherapie aan de kant worden geschoven en wil men hen nog een plaats geven binnen de geestelijke gezondheidszorg.

Dit heeft onder meer voor gevolg dat ook niet-beroepsbeoefenaars (personen zonder beroepstitel conform de WUG) onder welbepaalde voorwaarden (supervisie en intervisie (cf. *supra*)) de psychotherapie mogen uitoefenen en zodoende de gezondheidszorg beoefenen, zij het zeer beperkt en voorwaardelijk.

Op dit vlak vormen zij een uitzondering op de definitie van gezondheidszorg zoals omschreven in artikel 2, 3^o, van de wet van 10 mei 2015, met name 'diensten verstrekt door een beroepsbeoefenaar'.

Zij zijn immers geen beroepsbeoefenaar maar kunnen bij wege van overgangsmaatregel uitzonderlijk en onder strikte voorwaarden de psychotherapie als behandelvorm binnen de gezondheidszorg uitoefenen, en dit onder verantwoordelijkheid van de werkgever.

[...]

De bepaling die de verworven rechten omschrijft voor beoefenaars van de psychotherapie zonder WUG-titel (artikel 68/2/1, § 5, van de WUG) heeft tot doel te verhinderen dat zij die nu reeds aan de slag zijn als beoefenaar van de psychotherapie alsook zij die een carrière als beoefenaar van de psychotherapie ambiëren en hiervoor in opleiding zijn, van de ene dag op de andere de toegang tot de psychotherapie wordt ontzegd. Niettegenstaande de principieel enge visie op de psychotherapie waarbij deze een specialisme uitmaakt van de basis gezondheidszorgpsychologie of klinische psychologie, omwille van kwaliteitsoverwegingen enkel voorbehouden aan artsen, klinisch psychologen en klinisch orthopedagogen (cf. *supra*), is het uitdrukkelijk de bedoeling om mensen die nu reeds de psychotherapie beoefenen of in opleiding zijn, niet aan de kant te schuiven maar wel een plaats te geven binnen de geestelijke gezondheidszorg, weliswaar met respect voor enkele minimale kwaliteitsgaranties. Voor hen wordt een volledige wettelijke regeling uitgewerkt.

De bepaling met betrekking tot de ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen daarentegen bevat een wettelijk kader dat toelaat om professionele bachelors die zich momenteel situeren buiten de WUG maar wel in het psycho-sociale domein, een plaats te geven binnen de geestelijke gezondheidszorg.

Wil men dit wettelijk kader uitvoeren, dan moeten er bijkomende uitvoeringsbesluiten worden uitgevaardigd, met name de vaststelling van een lijst van ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen, de bepaling van transversale criteria voor alle ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen alsook de bepaling van specifieke criteria per beroep.

In tegenstelling tot artikel 68/2/1, § 5, dat een volledige regeling bevat met betrekking tot verworven rechten teneinde de huidige situatie te regulariseren, bevat artikel 68/2/2 enkel een wettelijk kader dat kan worden aangewend om eventueel (er is immers geen verplichting om dit verder uit te voeren) in de toekomst een koninklijk besluit uit te vaardigen » (*ibid.*, pp. 10-15).

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

B.3.1. Aangezien de vordering tot schorsing ondergeschikt is aan het beroep tot vernietiging, dient de ontvankelijkheid van dat laatste, en met name wat het bestaan van het vereiste belang betreft, reeds bij het onderzoek van de vordering tot schorsing te worden nagegaan.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.3. De verzoekende partijen konden tot 1 september 2016 allen zonder meer activiteiten uitoefenen die ressorteren onder de omschrijving van psychotherapie in artikel 68/2/1, § 1, van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen (hierna : WUG). Sinds de inwerkingtreding van de bestreden regeling op 1 september 2016 zijn zij ofwel uitgesloten van elke praktijk van de psychotherapie omdat zij geen enkel diploma op bachelorniveau hebben, ofwel zijn zij gedwongen een beperkte praktijk uit te oefenen onder het gezag van een derde die, volgens de vereisten waarin is voorzien bij de bestreden regeling, de psychotherapie op autonome wijze kan uitoefenen. Zij tonen aan dat zij aanzienlijk wat tijd hebben besteed aan opleidingen in de psychotherapie alsook aan supervisies. De meesten oefenden de activiteiten die onder de in artikel 68/2/1, § 1, van de WUG omschreven psychotherapie ressorteren sedert meer dan tien jaar uit en meerderen onder hen geven opleidingen in erkende instellingen.

In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad betoogt, blijkt dat de bestreden bepaling wel degelijk de toegang tot een beroep regelt. Artikel 68/2/1 van de WUG, in zijn geheel gelezen, definieert immers de regeling waarbinnen en de voorwaarden waaronder personen een bepaalde beroepsactiviteit kunnen uitoefenen, namelijk de psychotherapie.

De bestreden regeling bevat geen overgangsbepaling die de verzoekende partijen toestaat vanaf de inwerkingtreding van de wet van 10 juli 2016 de psychotherapie, al dan niet autonoom, verder uit te oefenen. Die regeling lijkt de situatie van de verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig te raken, zowel diegenen die definitief van het uitoefenen van de psychotherapie worden uitgesloten als diegenen die haar voortaan niet langer autonoom kunnen uitoefenen.

B.3.4. De Ministerraad betoogt dat het beroep tot vernietiging en dus de vordering tot schorsing zouden moeten worden beperkt tot artikel 11 van de bestreden wet in zoverre het een artikel 68/2/1, § 5, heeft ingevoegd in de voormelde wet van 10 mei 2015, aangezien de andere paragrafen van die bepaling in het verzoekschrift niet worden bekritiseerd.

Hetzelfde zou gelden met betrekking tot artikel 12 van dezelfde wet, dat ook wordt bestreden, aangezien de Ministerraad betoogt dat ook die bepaling in het verzoekschrift niet zou worden bekritiseerd.

Ten slotte zouden de verzoekende partijen geen belang hebben bij het beroep omdat zij artikel 6 van de wet van 10 juli 2016 niet hebben bestreden. Daaruit zou volgen dat in geval van vernietiging of schorsing van alleen de artikelen 11 en 12 van die wet, geen enkele overgangsmaatregel of afwijkende maatregel op hen van toepassing zou zijn, aangezien het – niet-bestreden – artikel 6 van de wet van 10 juli 2016 tot doel heeft de wet van 4 april 2014 en derhalve artikel 49 van deze laatste wet op te heffen, dat de overgangsregeling instelde die de verzoekende partijen, volgens de Ministerraad, op zich zouden willen zien toegepast worden.

B.3.5. Het onderzoek van het verzoekschrift in het huidige stadium van de procedure laat niet toe ervan uit te gaan dat de uiteenzettingen van het verzoekschrift geen betrekking hebben op het volledige artikel 11 van de wet van 10 juli 2016. Artikel 11 strekt er immers toe een omvattende regeling inzake de toegang tot het beroep van psychotherapeut vast te stellen. De verzoekende partijen voeren aan dat hun situatie, onder meer het voortzetten van beroepsactiviteiten zonder te beschikken over de vereiste titels, niet wordt geregeld bij artikel 11 van de wet van 10 juli 2016.

Die grief komt er in wezen op neer dat hun in geen enkel van de paragrafen van het artikel 68/2/1 van de WUG het recht wordt toegekend om de beroepsactiviteiten voort te zetten die ressorteren onder de omschrijving in artikel 68/2/1, § 1, van de WUG.

Aangezien de verzoekende partijen vóór de inwerkingtreding van de nieuwe toegangsregeling op 1 september 2016 hun beroepsactiviteiten vrij konden beoefenen en die activiteiten thans uitsluitend worden voorbehouden aan de in artikel 11 van de wet van 10 juli 2016 vermelde personen en zij niet tot die categorieën behoren, vloeit het risico van het nadeel voor de verzoekende partijen uit artikel 11 in zijn geheel voort.

Hoewel het juist is dat de verzoekende partijen niet de vernietiging en de schorsing van artikel 6 van de wet van 10 juli 2016 vorderen, maakt die omstandigheid het beroep tegen de artikelen 11 en 12 van dezelfde wet niet zonder voorwerp. Het niet-bestrijden van artikel 6 heeft weliswaar tot gevolg dat artikel 49 van de wet van 4 april 2014 - waarin een overgangsregeling, die de verzoekende partijen in voorkomend geval dienstig kan zijn, vervat is - niet kan herleven, maar het impliceert eveneens dat de bij de artikelen 34 en 38, § 1, van de wet van 4 april 2014 voor het eerst opgelegde strikte voorwaarden inzake het uitoefenen van de psychotherapie opgeheven blijven, hetgeen de verzoekende partijen niet tot nadeel strekt.

B.3.6. Uit het beperkte onderzoek van de ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging waartoe het Hof in het kader van de vordering tot schorsing is kunnen overgaan, blijkt, in het huidige stadium van de procedure, niet dat het beroep tot vernietiging – en derhalve eveneens de vordering tot schorsing – niet-ontvankelijk moet worden geacht.

Ten aanzien van de voorwaarden van de schorsing

B.4. Naar luid van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof dient aan twee grondvoorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

- de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;
- de onmiddellijke uitvoering van de bestreden maatregel moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Daar de twee voorwaarden cumulatief zijn, leidt de vaststelling dat één van die voorwaarden niet is vervuld tot de verwerping van de vordering tot schorsing.

Wat het risico op een moeilijk te herstellen ernstig nadeel betreft

B.5. De schorsing van een wetsbepaling door het Hof moet het mogelijk maken te vermijden dat voor de verzoekende partijen een ernstig nadeel voortvloeit uit de onmiddellijke toepassing van de bestreden normen, nadeel dat niet of moeilijk zou kunnen worden hersteld in geval van een vernietiging van die normen.

B.6. Uit artikel 22 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 blijkt dat, om te voldoen aan de tweede voorwaarde van artikel 20, 1^o, van die wet, de persoon die een vordering tot schorsing instelt, in zijn verzoekschrift concrete en precieze feiten moet uiteenzetten waaruit voldoende blijkt dat de onmiddellijke toepassing van de bepalingen waarvan hij de vernietiging vordert, hem een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Die persoon moet met name het bestaan van het risico van een nadeel, de ernst ervan en het verband tussen dat risico en de toepassing van de bestreden bepalingen aantonen.

B.7. Als risico op een moeilijk te herstellen ernstig nadeel voeren de verzoekende partijen de nadelige gevolgen aan van het volledige en onmiddellijke verbod, voor sommigen van hen, om nog de psychotherapeutische praktijk uit te oefenen en, voor de anderen, het onmiddellijke verbod om nog de psychotherapeutische praktijk autonoom uit te oefenen, omdat zij niet voldoen aan de nieuwe vereisten waarin is voorzien bij de bestreden regeling.

De verzoekende partijen leiden dat risico af uit de ontstentenis van een overgangsmaatregel in de bestreden regeling. Door de inwerkingtreding van die regeling te bepalen op 1 september 2016, zonder, via een overgangsmaatregel, erin te voorzien dat alle personen die vóór die datum activiteiten uitoefenden die onder de in artikel 68/2/1, § 1, van de WUG omschreven psychotherapie ressorteren, die activiteiten kunnen blijven voorzetten, zou de wetgever onherroepelijk afbreuk doen aan hun recht om hun beroep uit te oefenen, zou hij een einde maken aan hun therapeutische relatie met hun patiëntengroep, waarbij ten aanzien van die laatste de vertrouwensrelatie die in het kader van een soms langdurig therapeutisch proces is opgebouwd, wordt verbroken, en zou hij aan de oorsprong liggen van een definitief inkomensverlies.

B.8.1. Het bestreden artikel 11 verbiedt, met ingang van 1 september 2016, de verzoekende partijen de psychotherapie uit te oefenen of te blijven uitoefenen.

B.8.2.1. Luidens artikel 68/2/1, § 3, van de WUG, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 11 van de wet van 10 juli 2016, mogen alleen bepaalde beoefenaars van een gezondheidszorgberoep, in beginsel artsen, klinisch psychologen en klinisch orthopedagogen, de psychotherapie uitoefenen, op voorwaarde dat zij een specifieke opleiding psychotherapie van ten minste 70 ECTS-punten hebben gevolgd bij een universitaire instelling of een hogeschool en dat zij een professionele stage in het domein van de psychotherapie hebben gevolgd van ten minste twee jaar of het equivalent hiervan in geval van deeltijdse uitoefening.

B.8.2.2. Op de voormelde regeling heeft de wetgever voorzien in twee afwijkingen.

B.8.2.3. Artikel 68/2/1, § 4, van de WUG, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 11 van de wet van 10 juli 2016, bepaalt dat andere beroepsbeoefenaars, die over een beroepstitel vermeld in de WUG beschikken, de psychotherapie kunnen uitoefenen. In tegenstelling tot wat de in B.2.3 vermelde parlementaire voorbereiding lijkt voorop te stellen, richt die eerste afwijking zich niet tot alle personen die voorafgaand aan de inwerkingtreding van het bestreden artikel op 1 september 2016 reeds activiteiten uitoefenden die onder de in artikel 68/2/1, § 1, van de WUG omschreven psychotherapie ressorteren.

De eerste afwijking strekt immers ertoe drie categorieën van personen die reeds over een andere in de WUG vermelde beroepstitel beschikken of daarover in de nabije toekomst zullen beschikken, onder een aantal cumulatieve voorwaarden toe te laten het beroep op autonome wijze uit te oefenen: (1) de personen die uiterlijk in het academiejaar 2015-2016 hun studie hebben beëindigd; (2) de personen die reeds de specifieke opleiding psychotherapie op 1 september 2016 hebben aangevat of die deze in de loop van het academiejaar 2016-2017 aanvatten; (3) de personen die een bacheloropleiding die overeenkomstig de WUG recht geeft op een in die wet vermelde beroepstitel, op 1 september 2016 hebben aangevat of tijdens het academiejaar 2016-2017 aanvatten.

Het bezit van minstens een diploma van bachelorniveau dat recht geeft op een beroepstitel die is vermeld in de WUG, is derhalve determinerend om de psychotherapie op autonome wijze te mogen blijven uitoefenen of in de toekomst te mogen uitoefenen.

B.8.2.4. Artikel 68/2/1, § 5, van de WUG, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 11 van de wet van 10 juli 2016, bepaalt dat ook niet-beroepsbeoefenaars, zijnde personen die niet over een beroepstitel vermeld in de WUG beschikken, de psychotherapie op niet-autonome wijze kunnen uitoefenen. In tegenstelling tot wat de in B.2.3 vermelde parlementaire voorbereiding lijkt voorop te stellen, betreft die tweede afwijking niet alle personen die, voorafgaand aan de inwerkingtreding van de bestreden wet, op 1 september 2016 reeds activiteiten uitoefenden die onder de in artikel 68/2/1, § 1, van de WUG omschreven psychotherapie ressorteren.

De tweede afwijking strekt immers ertoe drie categorieën van personen die minstens over een bachelordiploma beschikken dat geen recht geeft op een in de WUG vermelde beroepstitel, of daarover in de nabije toekomst zullen beschikken, onder een aantal cumulatieve voorwaarden toe te laten het beroep op niet-autonome wijze, want onderworpen aan toezicht en intervisie, uit te oefenen: (1) de personen die uiterlijk in het academiejaar 2015-2016 hun studie hebben beëindigd; (2) de personen die reeds de specifieke opleiding psychotherapie op 1 september 2016 hebben aangevat of die deze in de loop van het academiejaar 2016-2017 aanvatten; (3) de personen die een bacheloropleiding op 1 september 2016 hebben aangevat of tijdens het academiejaar 2016-2017 aanvatten.

Het bezit van minstens een diploma van de bachelorniveau is derhalve determinerend om de psychotherapie op niet-autonome wijze te mogen blijven uitoefenen of in de toekomst te mogen uitoefenen.

B.8.2.5. Naast de in B.8.2 vermelde personen die de psychotherapie mogen uitoefenen, machtigt artikel 68/2/1, § 6, van de WUG, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 11 van de wet van 10 juli 2016, de Koning om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de Federale Raad voor de geestelijke gezondheidszorgberoepen, andere beroepsbeoefenaars toe te laten de psychotherapie uit te oefenen, en in voorkomend geval de voorwaarden vast te stellen waaronder zij de psychotherapie mogen uitoefenen.

B.8.3. Artikel 68/2/2, § 1, van de WUG, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 12 van de wet van 10 juli 2016, stelt « de ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepen » in, waarvan de beoefenaars, in hun hoedanigheid van « assistenten », de beroepsbeoefenaars die de psychotherapie op autonome wijze uitoefenen, kunnen « bijstaan ». Die ondersteunende geestelijke gezondheidszorgberoepsbeoefenaars mogen echter geen autonome diagnostische of therapeutische handelingen stellen, maar alleen voorschriften uitvoeren op verzoek en onder supervisie van de beroepsbeoefenaars die de psychotherapie op autonome wijze uitoefenen.

B.8.4. De bestreden regeling heeft tot gevolg dat personen die op 1 september 2016 geen houder zijn van een WUG-beroepstitel, de uitoefening van hun beroepsactiviteiten niet op autonome wijze mogen voortzetten. Degenen, die op 1 september 2016 geen houder zijn van een bachelordiploma, kunnen geen enkele praktijk, zelfs geen niet-autonome, meer uitoefenen.

B.8.5. Het door de verzoekende partijen aangevoerde risico op een moeilijk te herstellen ernstig nadeel wordt gelijkgesteld met een vorm van beroepsverbod, op zijn minst voor een autonome psychotherapeutische praktijk: bij ontstentenis van enige overgangsmaatregel die hun, in voorkomend geval en met inachtneming van bepaalde voorwaarden, de mogelijkheid zou bieden om vanaf 1 september 2016 hun activiteiten voort te zetten, berokkent dat verbod hun rechtstreeks een nadeel dat niet kan worden hersteld door een eventuele vernietiging van het bestreden artikel 11.

Wat de ernst van de middelen betreft

B.9.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 16, 22 en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, met artikel 6, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, alsook met de algemene rechtsbeginselen van rechtszekerheid en gewettigd vertrouwen. Het tweede middel is afgeleid uit de schending, door de bestreden bepalingen, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de voormelde bepalingen en beginselen.

B.9.2. Het aangevoerde risico op een moeilijk te herstellen ernstig nadeel vloeit uitsluitend voort uit de ontstentenis van enige overgangsmaatregel die de verzoekende partijen de mogelijkheid biedt de uitoefening van hun activiteiten die onder de in de artikel 68/2/1, § 1, van de WUG omschreven psychotherapie ressorteren, voort te zetten.

Het Hof beperkt zijn onderzoek van het ernstige karakter tot het eerste en het tweede middel in zoverre zij zijn gericht tegen de bepaling waarvan de onmiddellijke uitvoering een moeilijk te herstellen ernstig nadeel aan de verzoekende partijen kan berokkenen.

B.9.3. Het ernstig middel mag niet worden verward met het gegrond middel.

Opdat een middel als ernstig wordt beschouwd in de zin van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, volstaat het niet dat het kennelijk niet ongegrond is in de zin van artikel 72, maar moet het ook gegrond lijken na een eerste onderzoek van de gegevens waarover het Hof beschikt in dit stadium van de procedure.

B.10. De ontstentenis van overgangsmaatregelen zou, volgens de verzoekende partijen, niet redelijk verantwoord zijn. Zij zouden zich in geen geval kunnen aanpassen aan de nieuwe regeling, die onmiddellijk en ongeacht de ervaring die zij hebben verworven, de opleidingen die zij hebben gevolgd, de omvang van hun patiëntengroep of de anciënniteit van de uitoefening van de psychotherapie, van toepassing is. Door met onmiddellijke ingang en zonder overgangperiode te voorzien in de verplichting om nieuwe voorwaarden in acht te nemen om de psychotherapie uit te oefenen, en in het onmiddellijke verbod om die uitoefening voort te zetten, zou artikel 11 afbreuk doen aan hun rechtmatige verwachtingen.

B.11.1. Niemand kan aanspraak maken op het ongewijzigd blijven van een beleid of te dezen het blijvend niet-regelen van de uitoefening van de psychotherapie. Elke wetwijziging of het uitvaardigen van een volledig nieuwe regeling zou immers onmogelijk worden, mocht worden aangenomen dat een nieuwe bepaling in strijd zou zijn met het beginsel van rechtszekerheid om de enkele reden dat zij de toepassingsvoorwaarden van de vroegere wetgeving wijzigt of dat zij een volledig nieuwe verbodsregeling invoert, en om de enige reden dat zij bepaalde beroepskeuzen in de war zou sturen.

Indien de wetgever een beleidwijziging noodzakelijk acht, vermag hij te oordelen dat zij met onmiddellijke ingang moet worden doorgevoerd en is hij in beginsel niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien de overgangsregeling of de ontstentenis daarvan tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Dat laatste is het geval wanneer de rechtmatige verwachtingen van een bepaalde categorie van rechtsonderhorigen worden miskend zonder dat een dwingende reden van algemeen belang voorhanden is die het ontbreken van een te hunnen voordele ingestelde overgangsregeling kan verantwoorden.

Het vertrouwensbeginsel is nauw verbonden met het – tevens door de verzoekende partijen aangevoerde – rechtszekerheidsbeginsel, dat de wetgever verbiedt om zonder objectieve en redelijke verantwoording afbreuk te doen aan het belang van de rechtsonderhorigen om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien.

B.11.2. Bij de beoordeling, in de in B.9.2 gepreciseerde mate, van de ernst van het eerste en het tweede middel dient het Hof rekening te houden met de omstandigheid dat de wet van 10 juli 2016 de wet van 4 april 2014 « tot regeling van de geestelijke gezondheidszorgberoepen en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen » heeft vervangen. Die wet, die eveneens op 1 september 2016 in werking moest treden, is dus nooit toegepast.

De voormelde wet van 4 april 2014 strekte onder meer ertoe voor de eerste keer een wetgevend kader te scheppen voor de uitoefening van de psychotherapie door die uitoefening en het voeren van de titel van psychotherapeut te onderwerpen aan het verkrijgen van een machtiging verleend door de Federale Raad voor de psychotherapie met inachtneming van de voorwaarden die door de Koning dienden te worden bepaald, en mits werd voldaan aan de bij artikel 38 ervan opgelegde diploma- en opleidingsvoorwaarden. Artikel 49 van die wet bevatte echter een overgangsbepaling die « de beoefenaars die op de datum waarop [de] wet wordt bekendgemaakt een voldoende psychotherapeutische praktijk en een voldoende opleiding ter zake kunnen bewijzen » de mogelijkheid bood om de psychotherapeutische praktijk te blijven uitoefenen tot de inwerkingtreding van een koninklijk besluit dat de procedure diende te bepalen waarmee diezelfde personen « hun opleiding en hun vroegere ervaring » zouden « kunnen doen gelden om de titel van psychotherapeut te kunnen voeren ».

B.11.3. Hoewel in de memorie van toelichting van het wetsontwerp wordt aangegeven dat de bestreden wet voorziet in een volledige regeling van verworven rechten voor reeds bestaande beoefenaars van activiteiten die onder de in artikel 68/2/1, § 1, van de WUG omschreven psychotherapie ressorteren, behoudt artikel 11 van de wet van 10 juli 2016 vanaf de inwerkingtreding ervan de voortzetting van de uitoefening van die beroepsactiviteiten op autonome wijze voor aan de houders van een WUG-beroepstitel of aan diegenen die uiterlijk in het academiejaar 2016-2017 een opleiding op bachelorniveau die recht geeft op een WUG-titel hebben aangevat. De voortzetting van die activiteiten op niet-autonome wijze is vanaf de inwerkingtreding van artikel 11 voorbehouden aan de houders van een ander bachelordiploma. Door die nieuwe vereisten op datum van 1 september 2016 in werking te doen treden zonder het mogelijk te maken dat de personen die voorafgaand aan die datum de in artikel 68/2/1, § 1, van de WUG omschreven activiteiten uitoefenden, die activiteiten onder de door de wetgever bepaalde voorwaarden kunnen voortzetten zonder te beschikken over de titels die thans vereist zijn, dan wel, gelet op de snelle inwerkingtreding van de bestreden regeling op 1 september 2016, zonder te voorzien in een redelijke aanpassingstermijn om die vereiste titels te behalen, terwijl de verdere uitoefening van psychotherapie, zonder aan strenge diploma- en opleidingsvoorwaarden te moeten voldoen, nog werd gedoogd in de wet van 4 april 2014, die eveneens op 1 september 2016 in werking had moeten treden, heeft de wetgever een maatregel genomen die ernstige gevolgen heeft in zoverre de invoering van de nieuwe regelgeving niet voldoende voorzienbaar was voor zowel de beoefenaars van de psychotherapie als voor hun patiënten. Het bestreden artikel 11 van de wet van 10 juli 2016 doet dus afbreuk aan de rechtmatige verwachtingen van de betrokken personen zonder dat een dwingende reden van algemeen belang voorhanden is die het ontbreken van een overgangsregeling te hunnen aanzien kan verantwoorden.

B.11.4. Binnen het beperkte kader van het onderzoek waartoe het Hof bij de behandeling van de vordering tot schorsing is kunnen overgaan, moet het middel dat is afgeleid uit een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het rechtszekerheids- en het vertrouwensbeginsel, als ernstig worden beschouwd in de zin van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, maar enkel in zoverre de verzoekende partijen de ontstentenis aanklagen van een overgangsregeling voor personen die vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet de psychotherapeutische praktijk uitoefenden zonder aan de nieuw ingevoerde vereisten te voldoen.

B.12. Aan de voorwaarden voor de schorsing van artikel 11 is voldaan, maar enkel in de in B.11.4 aangegeven mate.

Bijgevolg mogen de personen die vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet de psychotherapeutische praktijk uitoefenden, zonder aan de vereisten van die wet te voldoen, die praktijk voortzetten in afwachting van de uitspraak van het Hof over het beroep tot vernietiging.

Om die redenen,
het Hof

- schorst artikel 11 van de wet van 10 juli 2016 « tot wijziging van de wet van 4 april 2014 tot regeling van de geestelijke gezondheidszorgberoepen en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen [enerzijds] en tot wijziging van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015 anderzijds », in zoverre het geen overgangsregeling voorziet voor personen die vóór de inwerkingtreding van die wet de psychotherapeutische praktijk uitoefenden;

- verwerpt de vordering tot schorsing voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 22 december 2016.

De griffier,
F. Meersschaut

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/206529]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 170/2016 vom 22. Dezember 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6532

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 11 und 12 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 «zur Abänderung des Gesetzes vom 4. April 2014 zur Regelung der Berufe der geistigen Gesundheitspflege und zur Abänderung des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe einerseits und des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe andererseits», erhoben von Rose-Anne Ducarme und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 27. Oktober 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 31. Oktober 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 11 und 12 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 «zur Abänderung des Gesetzes vom 4. April 2014 zur Regelung der Berufe der geistigen Gesundheitspflege und zur Abänderung des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe einerseits und des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe andererseits» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Juli 2016): Rose-Anne Ducarme, Laurence Erlich-Hislaire, Sander Kirsch, Alain Marteaux, Ngimbi Pasi, Chantal Schreder, Régine Gossart, Myriam Berquin, Christine Henseval, Carine Duray-Parmentier, Cédric Fogeron, Sophie Vandeveld, Sabine Muller, Marie-Hélène Dubois, Marie-Géralde Alcindor, Jean-Bernard Lievens, Hélène Baeten, Vincent Dupont, Philippe Vrancken, Ybe Casteleyn, Myriam Eliat, Felice Dattoli, Kristel Ogiers, Véronique Diliën, Anouk Pierre, Eva Van Tilburgh, Mark Luyten, Tanja Buyst, Maxime Radisson, Katrien Wybaillie, Katia Rizzi, Sylvie Kaye, Christiane Franken, Nancy Verlé, Nathalie Piron, Sara Hendrick, Anne d'Haeyere, Walter Engelen, Ann Van Hecke, Ann Van Ingelghem, Isabelle Kopp, Wendy Schram, Ariane Vilain, Sabine Pelgrims, Lieve Lammertyn, Lief Konings, Yves Scherpereel, Catherine Pilet, Christine Janssens, Sonja Delbeecke, Carola Coenjaerts, Ann Phillips, Veerle Claes, Johan Samson, Linda Ceysens, Marianne Philippart, Isabelle Gérard, Carla Verbeke, Ann Ceulemans, Violaine Van Custem, Sarah Papia, Nicole Mahieux, Sabine Oosthuysse, Anne De Mees, Hilde Klerck, Elke Driesen, Myriam Vanschel, Marie-Jeanne Graindorge, Chantal Bertrand, Isabelle Taquin, Viviane Peeraer, Brigitte Verdonk, Ann Jansen, Nathalie Nenin, Martine Lagarrigue, Ilse Wils, Véronique Rogiers, Carol Devleeshouwer, Carmen De Laere, Reinhilde Vermeulen, Bruno Milone, Marion Willemsen, Annick Gellens, Myriam Vandenbroeke, Marilyn Fossion, Corine Peteau, Hilde Desmyter, Sandrine Collet, Anne Chotteau, Sylvie Van Nieuwenhuysse, Sandra Salamero Imbert, Brigitte Reusens, Eléonore Crickx, Caroline Bracke, Nicolas Bay, Hilde Breda, Anja Wouters, Lara Weigel, San Vanderputten, Corinne Lenoir, Lieze Gheysens, Tat Deroost, Anne Hodiamont, Chantal Leroy, Anne Goiris, Johan Smets, Marie-Thérèse Vandenbosch, Christian Dumeunier, Katrien Van Roosendaal, Corinne Urbain, Véronique De Vrieze, Françoise Thonon, Muriel Van Hauwaert, Lauro Da Silva Castelli, Mariane Lefere, Marie Huybrechts, Evi Plasschaert, Christiane Van Thielen, Myriam Ladeuze, Catherine Absil, Mathilde Chomé, Kirsten Schramme, Jeannine Gillessen, Elisabeth Kaizer, Alain Timmermans, Olivier Schouteten, François-Xavier Cabaroux, Caroline Bockstael, Carine Bossuyt, Anne Dasnoy-Sumell, Marie Liebert, Anne Bienfait, Sandra della Faille de Leverghem, Lucie Braeckvelt, Caroline Horschel, Daniel Collet-Cassart, Mercedes d'Hoop, Hilde Libbrecht, Béatrice Beghein, Juliette Raoul-Duval, Florence Bernard, Francine Schoeseters-Van Oost, Joëlle Hullebroeck, Cindy Hullebusch, Claudine Pauwels, Katrien Vandermarcke, Cédric Clause und Siegi Hirsch, unterstützt und vertreten durch RA V. Letellier, in Brüssel zugelassen.

Mit derselben Klageschrift beantragen die klagenden Parteien ebenfalls die Nichtigerklärung derselben Gesetzesbestimmungen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Die Parteien beantragen die Nichtigkeitsklärung und einstweilige Aufhebung der Artikel 11 und 12 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 «zur Abänderung des Gesetzes vom 4. April 2014 zur Regelung der Berufe der geistigen Gesundheitspflege und zur Abänderung des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe einerseits und des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe andererseits». Diese Artikel bestimmen:

«Art. 11. In [das Gesetz vom 10. Mai 2015] wird ein Artikel 68/2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 68/2/1. § 1. Die Psychotherapie ist eine Form der Behandlung in der Gesundheitspflege, bei der auf logische und systematische Weise ein kohärentes Ganzes von psychologischen Mitteln (Maßnahmen) angewandt werden, die in einem psychologischen und wissenschaftlichen Bezugsrahmen verankert sind und eine interdisziplinäre Zusammenarbeit erfordern.

§ 2. Die Psychotherapie wird durch eine Fachkraft im Sinne der Artikel 3 § 1, 68/1 und 68/2 innerhalb einer Beziehung zwischen Psychotherapeut und Patient ausgeübt mit dem Ziel, die psychologischen Schwierigkeiten, Konflikte und Störungen des Patienten zu beseitigen oder zu lindern.

§ 3. Um die Psychotherapie ausüben zu dürfen, hat die Fachkraft im Sinne von § 2 eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie an einer universitären Einrichtung oder einer Hochschule absolviert. Die Ausbildung umfasst mindestens 70 ECTS-Leistungspunkte.

Die Fachkraft hat ebenfalls ein Berufspraktikum im Bereich der Psychotherapie von mindestens zwei Jahren Vollzeitpraktikum oder einem gleichwertigen Praktikum im Falle der Teilzeitausübung absolviert.

Die spezifische Ausbildung und das Berufspraktikum können gleichzeitig erfolgen.

Der König kann die Modalitäten für das Berufspraktikum im Sinne von Absatz 2 festlegen.

§ 4. In Abweichung von den §§ 2 und 3 können die anderen Berufsfachkräfte als die Berufsfachkräfte im Sinne der Artikel 3 § 1, 68/1 und 68/2 ebenfalls eigenständig die Psychotherapie ausüben, sofern sie zu einer der folgenden Kategorien gehören:

a) Berufsfachkräfte, die spätestens im akademischen Jahr 2015-2016 ihr Studium abgeschlossen haben, unter den folgenden gleichzeitig zu erfüllenden Bedingungen:

1. sie besitzen einen Berufstitel gemäß diesem Gesetz;
2. sie haben in einer Einrichtung eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie erfolgreich abgeschlossen;
3. sie können spätestens am 1. September 2018 den Nachweis der Ausübung der Psychotherapie erbringen;

b) Berufsfachkräfte, die am 1. September 2016 eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie begonnen haben oder im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen, unter den folgenden gleichzeitig zu erfüllenden Bedingungen:

1. sie besitzen einen Berufstitel gemäß diesem Gesetz;
2. sie haben in einer Einrichtung eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie erfolgreich abgeschlossen;

c) Berufsfachkräfte, die am 1. September 2016 eine Ausbildung mit mindestens Bachelor-Niveau, die zu einem Berufstitel gemäß diesem Gesetz berechtigt, begonnen haben oder im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen, unter den folgenden gleichzeitig zu erfüllenden Bedingungen:

1. sie besitzen einen Berufstitel gemäß diesem Gesetz;
2. sie haben eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie im Sinne von § 3 Absatz 1 erfolgreich abgeschlossen;
3. sie haben ebenfalls ein Berufspraktikum im Sinne von § 3 Absatz 2 absolviert.

§ 5. In Abweichung von den §§ 2 bis 4 können auch die Personen, die keine Berufsfachkräfte sind, die Psychotherapie ausüben, sofern sie gleichzeitig folgende Bedingungen erfüllen:

a) es handelt sich um die nicht eigenständige Ausübung gewisser psychotherapeutischer Handlungen unter der Aufsicht einer Fachkraft im Sinne der §§ 2 bis 4;

b) die Ausübung erfolgt in einem interdisziplinären Rahmen mit Intervention.

Die Personen im Sinne von Absatz 1 gehören im Übrigen zu einer der folgenden Kategorien:

a) diejenigen, die spätestens im akademischen Jahr 2015-2016 ihr Studium unter den folgenden gleichzeitig zu erfüllenden Bedingungen abgeschlossen haben:

1. sie haben eine Ausbildung mit mindestens Bachelor-Niveau erfolgreich abgeschlossen;
2. sie haben in einer Einrichtung eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie erfolgreich abgeschlossen;
3. sie können spätestens am 1. September 2018 den Nachweis der Ausübung der Psychotherapie erbringen;

b) diejenigen, die am 1. September 2016 eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie begonnen haben oder im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen, unter den folgenden gleichzeitig zu erfüllenden Bedingungen:

1. sie haben eine Ausbildung mit mindestens Bachelor-Niveau erfolgreich abgeschlossen;
2. sie haben in einer Einrichtung eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie erfolgreich abgeschlossen;

c) diejenigen, die am 1. September 2016 eine Ausbildung mit mindestens Bachelor-Niveau begonnen haben oder im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen, unter den folgenden gleichzeitig zu erfüllenden Bedingungen:

1. sie haben eine Ausbildung mit mindestens Bachelor-Niveau erfolgreich abgeschlossen;
2. sie haben die spezifische Ausbildung in der Psychotherapie im Sinne von § 3 Absatz 1 erfolgreich abgeschlossen;
3. sie haben ebenfalls ein Berufspraktikum im Sinne von § 3 Absatz 2 absolviert.

Das Gesetz vom 22. August 2002 über die Rechte des Patienten gilt für die Fachkräfte der Psychotherapie im Sinne dieses Paragraphen.

§ 6. Der König kann, durch einen im Ministerrat beratenen Erlass, nachdem er die Stellungnahme des Föderalen Rates der Gesundheitspflegeberufe eingeholt hat, es ebenfalls anderen Berufsfachkräften erlauben, die Psychotherapie auszuüben. Er legt gegebenenfalls die Bedingungen fest, unter denen sie die Psychotherapie ausüben dürfen. Diese Bedingungen betreffen mindestens ihre vorbereitende Ausbildung.

§ 7. Der König kann, nach Stellungnahme des Föderalen Rates der Berufe der geistigen Gesundheitspflege, die Psychotherapie beschreiben und die Bedingungen für die Ausübung dieses Fachbereichs festlegen, darunter der zu behandelnde Lehrstoff und das Berufspraktikum im Sinne von § 3 Absatz 2. ‘.

Art. 12. In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 68/2/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 68/2/2. § 1. Den Berufsfachkräften im Sinne der Artikel 3 § 1, 68/1 und 68/2, die eigenständig die Psychotherapie ausüben, sowie den eigenständigen Fachkräften der Psychotherapie im Sinne von Artikel 68/2/1 § 4 können Assistenten beistehen, die als unterstützende Berufe der geistigen Gesundheitspflege bezeichnet werden.

Die unterstützenden Berufe der geistigen Gesundheitspflege nehmen keine eigenständigen Diagnose- und Therapiehandlungen vor, sondern führen Verschreibungen aus auf Bitte und unter der Aufsicht der in Absatz 1 erwähnten Berufsfachkräfte oder der in Absatz 1 erwähnten Fachkräfte der Psychotherapie.

§ 2. Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlass, nachdem er die Stellungnahme des Föderalen Rates der Berufe der geistigen Gesundheitspflege eingeholt hat, die Liste der unterstützenden Berufe der geistigen Gesundheitspflege sowie die allgemeinen Kriterien für die Anerkennung der unterstützenden Berufe der geistigen Gesundheitspflege festlegen.

Der König kann nach Stellungnahme des Föderalen Rates der Berufe der geistigen Gesundheitspflege die spezifischen Kriterien festlegen, die für jeden einzelnen unterstützenden Beruf der geistigen Gesundheitspflege gelten. '».

B.2.1. In der Begründung des Gesetzentwurfs, aus dem das angefochtene Gesetz entstanden ist, wurden die neuen Regeln für die Ausübung der Psychotherapie wie folgt erläutert:

«Logischerweise ist die Psychotherapie in den gesetzlichen Rahmen der Gesundheitspflegeberufe einzuordnen, damit identische Qualitätsgarantien und Schutzmaßnahmen wie für die anderen Gesundheitspflegeberufe gelten.

Durch den Entwurf wird eine solche Verankerung der Psychotherapie im Gesetz vom 10. Mai 2015 über die Gesundheitspflegeberufe gewährleistet.

Im Gegensatz zu den Gesundheitspflegeberufen, die im Gesetz vom 10. Mai 2015 definiert sind, gilt das System der Anerkennung der Berufstitel nicht für die Fachkräfte der Psychotherapie. Wie unter Punkt c) ' Definition ' (siehe unten) dargelegt wird, ist die Psychotherapie kein Beruf an sich, sondern vielmehr eine Form der Behandlung, die durch Personen ausgeübt werden darf, die bereits einen bestimmten Berufstitel und die entsprechende Zulassung besitzen.

Diese Personen müssen keine zusätzliche Zulassung erhalten, damit es ihnen erlaubt ist, die Psychotherapie auszuüben.

Sie benötigen ebenfalls keine spezifische Beglaubigung für die Psychotherapie.

[...]

Es wurde ein begrenzter Gesetzesrahmen gewählt, der eine Definition der Psychotherapie umfasst; deren spätere Ausarbeitung wird durch einen Ausführungserlass geregelt.

[...]

Die Psychotherapie ist nicht als Gesundheitspflegeberuf an sich zu verstehen, sondern als eine Form der Behandlung, die durch einen Arzt, einen klinischen Psychologen oder einen klinischen Heilpädagogen ausgeübt wird, dies entsprechend der Stellungnahme Nr. 7855 des Hohen Gesundheitsrates.

In dieser Stellungnahme heißt es, dass die Psychotherapie eine Spezialisierung einer bestimmten Anzahl von Gesundheitspflegeberufen ist und dass der Umfang der wissenschaftlichen Grundlagen sowie der Komplexität der Evaluierung der psychotherapeutischen Praxis es erfordert, dass die Basisausbildung mindestens dem Niveau ' Master ' entspricht (siehe S. 32).

Es wird jedoch die Möglichkeit vorgesehen, durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlass, nach Stellungnahme des Föderalen Rates der Berufe der geistigen Gesundheitspflege, anderen Berufsfachkräften die Ausübung der Psychotherapie zu erlauben.

[...]

Die klinische Psychologie umfasst ein sehr breites Spektrum von psychologischen Pflegeleistungen, die von der Ertelung von Informationen bis zur Information, Vorbeugung und Sensibilisierung, bis zur Psychodiagnose, zur Behandlung und Rehabilitierung reichen. Mit anderen Worten, es handelt sich um das Basisniveau der Leistungen der psychologischen Gesundheitspflege.

Die Psychotherapie hingegen ist eine der Spezialisierungen auf einen der Aspekte der geistigen Gesundheitspflege, nämlich den Bereich der Behandlung. Es handelt sich um eine Form der Behandlung, die sich an Personen richtet, die eine komplexere psychologische Problematik oder psychologische Störung aufweisen und eine oft längere Behandlung innerhalb einer spezifischen therapeutischen Beziehung erfordern; hierzu ist eine spezifische Zusatzausbildung erforderlich» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1848/001, SS. 7-9).

B.2.2. Insbesondere bezüglich der erforderlichen Ausbildung zur Ausübung der Psychotherapie heißt es in der Begründung:

«Angesichts dessen, dass die Psychotherapie über das Basisniveau der psychologischen Gesundheitspflege hinausgeht und eine Form der spezialisierten Therapie zur Behandlung komplexer psychischer Probleme darstellt, setzt dies voraus, dass eine Zusatzausbildung zu ihrer Ausübung erforderlich ist.

[...]

Die Ausbildung in der Psychotherapie umfasst mindestens 70 ECTS-Leistungspunkte oder das Äquivalent, wenn ein anderer Evaluierungsmechanismus für Ausbildungen angewandt wurde (beispielsweise, frühere Ausbildungen vor der Einführung des ECTS-Systems).

[...]

Außerdem muss die Fachkraft der Psychotherapie ebenfalls ein Berufspraktikum absolviert haben, das zwei Jahren Vollzeitpraktikum oder einem gleichwertigen Praktikum entspricht» (ebenda, SS. 9-10).

B.2.3. Insbesondere in Bezug auf die « erworbenen Rechte » der Personen, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes zum Bereich der Psychotherapie gehörende Tätigkeiten ausübten, heißt es in der Begründung:

«In Abweichung von dem Grundsatz, dass die Psychotherapie ausschließlich durch einen Arzt, einen klinischen Psychologen oder einen klinischen Heilpädagogen ausgeübt werden darf, sind im Entwurf sehr breite erworbene Rechte für die derzeit bestehenden Fachkräfte der Psychotherapie sowie für die Studierenden, die die Psychotherapie ausüben möchten, vorgesehen.

[...]

Zusammengefasst ist in Artikel 68/2/1 § 4 eine vollständige Regelung von erworbenen Rechten für die Fachkräfte der Psychotherapie, die einen Titel gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 besitzen, und für die Studierenden in der Ausbildung vorgesehen; wenn sie die Bedingungen erfüllen, können sie die Psychotherapie (weiterhin) ausüben. Mit anderen Worten, die Bestimmung enthält eine Regularisierung aller Personen, die bereits jetzt die Psychotherapie ausüben oder eine Ausbildung im Hinblick auf die anschließende Ausübung der Psychotherapie absolvieren.

[...]

Im Rahmen der erworbenen Rechte für die Berufe gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 sind drei Kategorien vorgesehen, nämlich die Diplominhaber, die Studierenden in Psychotherapie und die Studierenden in der Grundausbildung gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015.

Alle Diplominhaber, die einen Berufstitel gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 besitzen, eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie absolviert haben und spätestens am 1. September 2018 den Nachweis der Ausübung der Psychotherapie erbringen können, können weiterhin eigenständig die Psychotherapie ausüben.

Die Studierenden, die am 1. September 2016 eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie begonnen haben oder sie im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen, werden die Psychotherapie eigenständig ausüben können, sofern sie einen Berufstitel gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 besitzen und die Ausbildung in der Psychotherapie erfolgreich abschließen.

Die Studierenden, die am 1. September 2016 eine Basisausbildung in einem Beruf gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 begonnen haben oder sie im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen, werden die Psychotherapie eigenständig ausüben können, sofern sie ihre Basisausbildung erfolgreich abschließen, dass sie ebenfalls eine Ausbildung in der Psychotherapie erfolgreich abschließen und dass sie ein zweijähriges Berufspraktikum absolvieren.

Die Bedingungen, unter denen es den anderen Berufen als den Berufen gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 erlaubt ist, erworbene Rechte zur Ausübung der Psychotherapie zu genießen, drücken diejenigen der Berufe gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 aus.

Die Diplomhaber müssen einen anderen Berufstitel als einen Berufstitel gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 mit mindestens Bachelor-Niveau besitzen, eine Ausbildung in der Psychotherapie absolviert haben und am 1. September 2018 den Nachweis der Ausübung der Psychotherapie erbringen.

Die Studierenden in Psychotherapie, einschließlich derjenigen, die im akademischen Jahr 2016-2017 die Ausbildung beginnen, und die einen anderen Berufstitel als einen Berufstitel gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 besitzen, werden die Psychotherapie ausüben können, sofern sie ihre Ausbildung erfolgreich abschließen.

Die Studierenden, die eine andere Basisausbildung als eine Ausbildung gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 absolvieren, einschließlich derjenigen, die im akademischen Jahr 2016-2017 die Ausbildung beginnen, werden die Psychotherapie ausüben können, sofern sie ihre Ausbildung erfolgreich abschließen, dass sie anschließend eine Ausbildung in der Psychotherapie erfolgreich abschließen und dass sie überdies ein zweijähriges Berufspraktikum absolviert haben.

Ungeachtet dessen, dass die Beschreibung der Bedingungen für die erworbenen Rechte in Psychotherapie identisch für die beiden Kategorien ist, besteht hinsichtlich der Ausübung der Psychotherapie ein wesentlicher Unterschied zwischen den Berufen gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 einerseits und den anderen Berufen als den Berufen gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 andererseits.

So können die Berufe gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015, die sich auf erworbene Rechte berufen können, die Psychotherapie eigenständig ausüben, während dies nicht der Fall ist für die anderen Berufe als die Berufe gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 mit erworbenen Rechten.

Die anderen Berufe als die Berufe gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 können die Psychotherapie nur auf nicht eigenständige Weise in einem interdisziplinären Rahmen ausüben.

Diese Personen werden durch eine eigenständige Fachkraft der Psychotherapie überwacht [...].

[...]

Die Berufsfachkräfte können die Psychotherapie nur im Rahmen des Gesetzes vom 10. Mai 2015 ausüben. Die anderen Personen als die Berufsfachkräfte gehören nicht zu diesem Bereich, können jedoch gewisse Handlungen ausführen, aber nur auf Bitte und unter der Aufsicht einer eigenständigen Fachkraft der Psychotherapie. Außerdem wird das Gesetz vom 22. August 2002 über die Rechte des Patienten ausdrücklich auf sie für anwendbar erklärt.

Obwohl dies auf den ersten Blick paradox erscheint mit der relativ strengen Definition der Psychotherapie als eine Fachebene in der geistigen Gesundheitspflege, für die eine getrennte Zusatzausbildung erforderlich ist, hat man sich im Entwurf für sehr breite erworbene Rechte der bestehenden Fachkräfte der Psychotherapie und der Studierenden in der Ausbildung entschieden.

Einerseits werden hohe Anforderungen für die künftige Ausübung der Psychotherapie festgelegt; andererseits soll vermieden werden, dass die derzeitigen Fachkräfte der Psychotherapie ausgeschlossen werden, und sie sollen einen Platz innerhalb der geistigen Gesundheitspflege erhalten.

Dies hat insbesondere zur Folge, dass selbst die anderen Personen als die Berufsfachkräfte (Personen, die keinen Berufstitel gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 besitzen) unter gewissen Bedingungen (Aufsicht und Intervention (siehe oben)) die Psychotherapie ausüben und auf diese Weise die Gesundheitspflege ausüben dürfen, jedoch auf sehr begrenzte Weise und unter gewissen Bedingungen.

Diesbezüglich sind sie eine Ausnahme zur Definition der Gesundheitspflege in Artikel 2 Nr. 3 des Gesetzes vom 10. Mai 2015, nämlich 'Leistungen, die von einer Berufsfachkraft [...] erbracht werden'.

Sie sind nämlich keine Berufsfachkraft, sondern können übergangsweise und ausnahmsweise sowie unter strikten Bedingungen die Psychotherapie als Form der Behandlung im Rahmen der Gesundheitspflege ausüben, dies unter der Verantwortung ihres Arbeitgebers.

[...]

Durch die Bestimmung, in der die erworbenen Rechte für die Fachkräfte der Psychotherapie ohne Titel gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 definiert werden (Artikel 68/2/1 § 5 des Gesetzes vom 10. Mai 2015), soll vermieden werden, dass denjenigen, die derzeit bereits als Fachkraft der Psychotherapie arbeiten oder eine Laufbahn als Fachkraft der Psychotherapie ins Auge fassen und sich zu diesem Zweck in der Ausbildung befinden, von einem Tag auf den anderen der Zugang zur Psychotherapie verboten würde. Trotz der grundsätzlich strikten Sichtweise der Psychotherapie, wonach diese eine Spezialität der psychologischen Basisgesundheitspflege oder der klinischen Psychologie ist, die aus Qualitätserwägungen ausschließlich Ärzten, klinischen Psychologen und klinischen Heilpädagogen vorbehalten ist (siehe oben), ist ausdrücklich beabsichtigt, die Personen, die bereits jetzt die Psychotherapie ausüben oder sich in der Ausbildung befinden, nicht auszuschließen, sondern ihnen einen Platz innerhalb der geistigen Gesundheitspflege zu gewähren, jedoch unter Einhaltung gewisser qualitativer Mindestgarantien. Für diese Personen wird ein vollständiger Gesetzesrahmen ausgearbeitet.

Die Bestimmung über die unterstützenden Berufe der geistigen Gesundheitspflege hingegen enthält einen Gesetzesrahmen, durch den Berufsfachkräften mit Bachelor-Diplom, die sich derzeit außerhalb des Gesetzes vom 10. Mai 2015, aber im psychosozialen Bereich befinden, ein Platz innerhalb der geistigen Gesundheitspflege gewährt werden kann.

Wenn man diesen Gesetzesrahmen umsetzen möchte, müssen zusätzliche Ausführungserlasse ergehen, insbesondere für die Erstellung einer Liste der unterstützenden Berufe der geistigen Gesundheitspflege, die Definition übergreifender Kriterien für alle unterstützenden Berufe der geistigen Gesundheitspflege sowie die Definition spezifischer Kriterien für die einzelnen Berufe.

Im Gegensatz zu Artikel 68/2/1 § 5, der eine vollständige Regelung in Bezug auf die erworbenen Rechte enthält, um die derzeitige Situation zu regularisieren, enthält Artikel 68/2/2 nur einen Gesetzesrahmen, der genutzt werden kann, um eventuell – es gibt nämlich keine Verpflichtung, dessen Ausführung zu betreiben – künftig einen königlichen Erlass ergehen zu lassen» (ebenda, SS. 10-15).

In Bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.3.1. Da die Klage auf einstweilige Aufhebung der Nichtigkeitsklage untergeordnet ist, muss deren Zulässigkeit – insbesondere hinsichtlich des Vorhandenseins des erforderlichen Interesses – bereits in die Prüfung der Klage auf einstweilige Aufhebung einbezogen werden.

B.3.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.3. Die klagenden Parteien konnten bis zum 1. September 2016 alle ohne weiteres Tätigkeiten ausüben, auf die die Definition der Psychotherapie in Artikel 68/2/1 § 1 des koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe (nachstehend: Gesetz vom 10. Mai 2015) zutrifft. Seit dem Inkrafttreten der angefochtenen Regelung am 1. September 2016 sind sie entweder von jeder Ausübung der Psychotherapie ausgeschlossen, weil sie kein Diplom mit Bachelor-Niveau besitzen, oder zu einer begrenzten Ausübung verpflichtet unter der Aufsicht eines Dritten, der entsprechend den in der angefochtenen Regelung vorgesehenen Anforderungen die Psychotherapie auf eigenständige Weise praktizieren darf. Sie weisen nach, dass sie eine bedeutende Zeit für die Ausbildung in der Psychotherapie und für Überwachungen aufgebracht haben. Die meisten von ihnen übten die Tätigkeiten, die zu der in Artikel 68/2/1 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 definierten Psychotherapie gehören, seit mehr als zehn Jahren aus, und mehrere von ihnen erteilen Ausbildung in anerkannten Einrichtungen.

Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat behauptet, stellt sich heraus, dass die angefochtene Bestimmung tatsächlich den Zugang zu einem Beruf regelt. Artikel 68/2/1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 – in seiner Gesamtheit betrachtet – bestimmt nämlich die Regelung und die Bedingungen, unter denen Personen eine bestimmte Berufstätigkeit – und zwar die Psychotherapie – ausüben können.

Die angefochtene Regelung enthält keine Übergangsbestimmung, die es den klagenden Parteien erlauben würde, ab dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 10. Juli 2016 die Psychotherapie – gegebenenfalls eigenständig – weiter auszuüben. Diese Regelung scheint sich direkt und nachteilig auf die Situation der klagenden Parteien auszuwirken, sowohl derjenigen, die endgültig von der Ausübung der Psychotherapie ausgeschlossen werden, als auch derjenigen, die sie künftig nicht mehr eigenständig ausüben dürfen.

B.3.4. Der Ministerrat behauptet, dass die Nichtigkeitsklage und somit die Klage auf einstweilige Aufhebung auf Artikel 11 des angefochtenen Gesetzes zu beschränken seien, insofern dieser einen Artikel 68/2/1 § 5 in das vorerwähnte Gesetz vom 10. Mai 2015 eingefügt habe, weil die anderen Paragraphen dieser Bestimmung in der Klageschrift nicht beanstandet würden.

Das Gleiche gelte in Bezug auf Artikel 12 desselben Gesetzes, der ebenfalls angefochten werde, denn – so der Ministerrat – auch diese Bestimmung werde in der Klageschrift nicht beanstandet.

Schließlich hätten die klagenden Parteien kein Interesse an der Klageerhebung, weil sie Artikel 6 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 nicht angefochten hätten. Daraus ergebe sich, dass im Falle der auf die Artikel 11 und 12 dieses Gesetzes begrenzten Nichtigkeitsklage oder einstweiligen Aufhebung keinerlei Übergangsmaßnahme oder abweichende Maßnahme auf sie Anwendung finden würde, da der – nicht angefochtene – Artikel 6 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 zum Zweck habe, das Gesetz vom 4. April 2014 und somit dessen Artikel 49 aufzuheben, der die Übergangsmaßnahme eingeführt habe, deren Anwendung die klagenden Parteien – so der Ministerrat – für sich in Anspruch nähmen.

B.3.5. Die Prüfung der Klageschrift im heutigen Stand des Verfahrens erlaubt es nicht, davon auszugehen, dass die Darlegungen in der Klageschrift sich nicht auf den vollständigen Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 bezögen. Artikel 11 zielt nämlich darauf ab, eine umfassende Regelung bezüglich des Zugangs zum Beruf des Psychotherapeuten festzulegen. Die klagenden Parteien bringen vor, dass ihre Situation – unter anderem die Fortsetzung von Berufstätigkeiten, ohne über die erforderlichen Titel zu verfügen – nicht durch Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 geregelt werde.

Dieser Beschwerdegrund läuft im Wesentlichen darauf hinaus, dass ihnen in keinem einzigen Paragraphen von Artikel 68/2/1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 das Recht zuerkannt werde, die unter die Definition von Artikel 68/2/1 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 fallenden Berufstätigkeiten fortzusetzen.

Da die klagenden Parteien vor dem Inkrafttreten der neuen Zugangsregelung am 1. September 2016 ihre Berufstätigkeiten frei ausüben konnten, diese Tätigkeiten nunmehr aber ausschließlich den in Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 erwähnten Personen vorbehalten werden und da sie nicht zu diesen Kategorien gehören, ergibt sich das Risiko des Nachteils für die klagenden Parteien aus Artikel 11 insgesamt.

Obwohl die klagenden Parteien nicht die Nichtigkeitsklage und einstweilige Aufhebung von Artikel 6 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 beantragen, macht dieser Umstand die Klage gegen die Artikel 11 und 12 desselben Gesetzes aber nicht gegenstandslos. Die Nichtanfechtung von Artikel 6 hat zwar zur Folge, dass Artikel 49 des Gesetzes vom 4. April 2014 – in dem eine Übergangsregelung, die den klagenden Parteien gegebenenfalls dienlich sein kann, enthalten ist – nicht wieder wirksam werden könnte, aber sie impliziert ebenfalls, dass die durch die Artikel 34 und 38 § 1 des Gesetzes vom 4. April 2014 zum ersten Mal auferlegten strikten Bedingungen bezüglich der Ausübung der Psychotherapie aufgehoben bleiben, was den klagenden Parteien nicht zum Nachteil gereichen würde.

B.3.6. Aus der beschränkten Prüfung der Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage, die der Gerichtshof im Rahmen der Klage auf einstweilige Aufhebung hat durchführen können, geht im derzeitigen Stand des Verfahrens nicht hervor, dass die Nichtigkeitsklage – und somit ebenfalls die Klage auf einstweilige Aufhebung – als unzulässig zu betrachten wäre.

In Bezug auf die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung

B.4. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof sind zwei Grundbedingungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann:

- Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.

- Die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Maßnahme muss die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Da die beiden Bedingungen kumulativ sind, führt die Feststellung der Nichterfüllung einer dieser Bedingungen zur Zurückweisung der Klage auf einstweilige Aufhebung.

Was die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils betrifft

B.5. Durch die einstweilige Aufhebung einer Gesetzesbestimmung durch den Gerichtshof soll es vermieden werden können, dass den klagenden Parteien ein ernsthafter Nachteil aus der unmittelbaren Anwendung der angefochtenen Normen entsteht, der im Fall einer Nichtigerklärung dieser Normen nicht oder nur schwer wiedergutzumachen wäre.

B.6. Aus Artikel 22 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 geht hervor, dass zur Erfüllung der zweiten Bedingung von Artikel 20 Nr. 1 dieses Gesetzes die Person, die Klage auf einstweilige Aufhebung erhebt, in ihrer Klageschrift konkrete und präzise Fakten darlegen muss, die hinlänglich beweisen, dass die unmittelbare Anwendung der Bestimmungen, deren Nichtigerklärung sie beantragt, ihr einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil zu verursachen droht.

Diese Person muss insbesondere den Nachweis des Bestehens des Risikos eines Nachteils, seiner Schwere und des Zusammenhangs dieses Risikos mit der Anwendung der angefochtenen Bestimmungen erbringen.

B.7. Die klagenden Parteien führen als Risiko eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils die schädlichen Folgen in Verbindung mit dem vollständigen und unmittelbaren Verbot für einige von ihnen, noch die Psychotherapie zu praktizieren, und für die anderen das unmittelbare Verbot, die Psychotherapie noch eigenständig zu praktizieren, an, da sie nicht die neuen, in der angefochtenen Regelung vorgesehenen Erfordernisse erfüllen.

Die klagenden Parteien leiten dieses Risiko vom Fehlen einer Übergangsmaßnahme in der angefochtenen Regelung ab. Indem das Inkrafttreten dieser Regelung auf den 1. September 2016 festgelegt worden sei, ohne durch eine Übergangsmaßnahme vorzusehen, dass alle Personen, die vor diesem Datum Tätigkeiten ausgeübt hätten, die zu der in Artikel 68/2/1 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 definierten Psychotherapie gehörten, diese Tätigkeiten weiterhin ausüben könnten, verletze der Gesetzgeber unwiderruflich ihr Recht auf Ausübung ihres Berufes, setze ihrer therapeutischen Beziehung zur ihren Patienten ein Ende, wobei in Bezug auf die Letzteren das Vertrauensverhältnis, das im Rahmen eines bisweilen langen Therapieverfahrens aufgebaut worden sei, beendet werde, und führe zu einem endgültigen Einkommensverlust.

B.8.1. Durch den angefochtenen Artikel 11 ist es mit Wirkung vom 1. September 2016 den klagenden Parteien verboten, die Psychotherapie auszuüben oder weiter auszuüben.

B.8.2.1. Laut Artikel 68/2/1 § 3 des Gesetzes vom 10. Mai 2015, eingefügt durch Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016, können nur bestimmte Fachkräfte der Gesundheitspflege die Psychotherapie ausüben, grundsätzlich die Ärzte, die klinischen Psychologen und die klinischen Heilpädagogen, sofern sie eine spezifische Ausbildung in der Psychotherapie von mindestens 70 ECTS-Leistungspunkten an einer universitären Einrichtung oder einer Hochschule und ein Berufspraktikum im Bereich der Psychotherapie von mindestens zwei Jahren Vollzeitpraktikum oder einem gleichwertigen Praktikum im Falle der Teilzeitausübung absolviert haben.

B.8.2.2. Bezüglich der vorerwähnten Regelung hat der Gesetzgeber zwei Abweichungen vorgesehen.

B.8.2.3. Artikel 68/2/1 § 4 des Gesetzes vom 10. Mai 2015, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016, bestimmt, dass andere Berufsfachkräfte, die über einen im Gesetz vom 10. Mai 2015 erwähnten Berufstitel verfügen, die Psychotherapie ausüben können. Im Gegensatz zu demjenigen, wovon die in B.2.3 erwähnten Vorarbeiten auszugehen scheinen, richtet sich diese erste Abweichung nicht an alle Personen, die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Artikels am 1. September 2016 bereits Tätigkeiten ausübten, welche zu der in Artikel 68/2/1 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 definierten Psychotherapie gehören.

Die erste Abweichung zielt nämlich darauf ab, es drei Kategorien von Personen, die bereits über einen anderen im Gesetz vom 10. Mai 2015 erwähnten Berufstitel verfügen oder in naher Zukunft darüber verfügen werden, unter einer Anzahl gleichzeitig zu erfüllender Bedingungen zu erlauben, den Beruf auf eigenständige Weise auszuüben: (1) Personen, die spätestens im akademischen Jahr 2015-2016 ihr Studium abgeschlossen haben, (2) Personen, die am 1. September 2016 bereits die spezifische Ausbildung in der Psychotherapie begonnen haben oder diese im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen, und (3) Personen, die am 1. September 2016 eine Bachelor-Ausbildung, die gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 zu einem in diesem Gesetz erwähnten Berufstitel berechtigt, begonnen haben oder im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen.

Der Besitz eines Diploms mit mindestens Bachelor-Niveau, das zu einem im Gesetz vom 10. Mai 2015 erwähnten Berufstitel berechtigt, ist also entscheidend, um die Psychotherapie weiterhin oder in Zukunft auf eigenständige Weise ausüben zu dürfen.

B.8.2.4. Artikel 68/2/1 § 5 des Gesetzes vom 10. Mai 2015, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016, bestimmt auch, dass Personen, die keine Berufsfachkräfte sind, d.h. Personen, die nicht über einen im Gesetz vom 10. Mai 2015 erwähnten Berufstitel verfügen, die Psychotherapie auf nicht eigenständige Weise ausüben dürfen. Im Gegensatz zu demjenigen, wovon die in B.2.3 erwähnten Vorarbeiten auszugehen scheinen, betrifft diese zweite Abweichung nicht alle Personen, die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes am 1. September 2016 bereits Tätigkeiten ausübten, welche zu der in Artikel 68/2/1 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 definierten Psychotherapie gehören.

Die zweite Abweichung zielt nämlich darauf ab, es drei Kategorien von Personen, die mindestens über ein Bachelor-Diplom verfügen, das nicht zu einem im Gesetz vom 10. Mai 2015 erwähnten Berufstitel berechtigt, oder in naher Zukunft darüber verfügen werden, unter einer Anzahl gleichzeitig zu erfüllender Bedingungen zu erlauben, den Beruf auf nicht eigenständige Weise – weil sie der Aufsicht und Intervention unterliegen – auszuüben: (1) Personen, die spätestens im akademischen Jahr 2015-2016 ihr Studium abgeschlossen haben, (2) Personen, die am 1. September 2016 bereits die spezifische Ausbildung in der Psychotherapie begonnen haben oder diese im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen, und (3) Personen, die am 1. September 2016 eine Bachelor-Ausbildung begonnen haben oder im akademischen Jahr 2016-2017 beginnen.

Der Besitz eines Diploms mit mindestens Bachelor-Niveau ist also entscheidend, um die Psychotherapie weiterhin oder in Zukunft auf nicht eigenständige Weise ausüben zu dürfen.

B.8.2.5. Neben den in B.8.2 erwähnten Personen, die die Psychotherapie ausüben dürfen, ermächtigt Artikel 68/2/1 § 6 des Gesetzes vom 10. Mai 2015, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016, den König dazu, durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach Stellungnahme des Föderalen Rates der Berufe der geistigen Gesundheitspflege, anderen Berufsfachkräften die Ausübung der Psychotherapie zu erlauben und gegebenenfalls die Bedingungen festzulegen, unter denen sie die Psychotherapie ausüben dürfen.

B.8.3. Artikel 68/2/2 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 12 des Gesetzes vom 10. Juli 2016, führt «die unterstützenden Berufe der geistigen Gesundheitspflege» ein, wobei die Fachkräfte in ihrer Eigenschaft als «Assistenten» den Berufsfachkräften, die die Psychotherapie auf eigenständige Weise ausüben, «beistehen» können. Diese unterstützenden Berufsfachkräfte der geistigen Gesundheitspflege dürfen jedoch keine eigenständigen Diagnose- oder Therapiehandlungen vornehmen, sondern nur Verschreibungen auf Bitte und unter der Aufsicht der Berufsfachkräfte, die die Psychotherapie auf eigenständige Weise ausüben.

B.8.4. Die angefochtene Regelung hat zur Folge, dass Personen, die am 1. September 2016 nicht Inhaber eines Berufstitels gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 sind, die Ausübung ihrer Berufstätigkeiten nicht auf eigenständige Weise fortsetzen dürfen. Diejenigen, die am 1. September 2016 nicht im Besitz eines Bachelor-Diploms sind, dürfen nicht mehr praktizieren, auch nicht auf nicht eigenständige Weise.

B.8.5. Das von den klagenden Parteien angeführte Risiko eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils kommt einer Form des Berufsverbots gleich, zumindest für eine Ausübung der Psychotherapie auf eigenständige Weise. In Ermangelung jeglicher Übergangsmaßnahme, die es ihnen gegebenenfalls und unter Einhaltung gewisser Bedingungen erlauben würde, ab dem 1. September 2016 ihre Tätigkeiten fortzusetzen, fügt dieses Verbot ihnen direkt einen Nachteil zu, der nicht durch eine etwaige Nichtigerklärung des angefochtenen Artikels 11 wiedergutmacht werden kann.

Was die ernsthafte Beschaffenheit der Klagegründe betrifft

B.9.1. Der erste Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 16, 22 und 23 Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 1 des ersten Protokolls zu dieser Konvention, mit Artikel 6 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte sowie mit den allgemeinen Grundsätzen der Rechtssicherheit und des berechtigten Vertrauens, abgeleitet. Der zweite Klagegrund ist aus einem Verstoß durch die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den vorerwähnten Bestimmungen und Grundsätzen abgeleitet.

B.9.2. Das angeführte Risiko eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils ergibt sich ausschließlich aus dem Fehlen jeglicher Übergangsmaßnahme, die es den klagenden Parteien ermöglichen würde, die Ausübung ihrer Tätigkeiten, die zu der im Artikel 68/2/1 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 definierten Psychotherapie gehören, fortzusetzen.

Der Gerichtshof begrenzt seine Prüfung der ernsthafte Beschaffenheit auf den ersten und den zweiten Klagegrund, insofern sie gegen die Bestimmung gerichtet sind, deren unmittelbare Ausführung den klagenden Parteien einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil zufügen kann.

B.9.3. Der ernsthafte Klagegrund ist nicht mit dem begründeten Klagegrund zu verwechseln.

Damit ein Klagegrund als ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 betrachtet werden kann, genügt es nicht, wenn er offensichtlich nicht unbegründet im Sinne von Artikel 72 ist; vielmehr muss er auch nach einer ersten Prüfung der Daten, über die der Gerichtshof in diesem Stand des Verfahrens verfügt, begründet erscheinen.

B.10. Das Fehlen von Übergangsmaßnahmen sei nach Auffassung der klagenden Parteien nicht vernünftig zu rechtfertigen. Sie könnten sich auf keinen Fall der neuen Regelung anpassen, die unmittelbar und ohne Berücksichtigung ihrer erworbenen Erfahrungen, ihrer absolvierten Ausbildungen, des Umfangs ihres Patientenbestandes oder der Dauer, während deren sie die Psychotherapie ausgeübt hätten, Anwendung finde. Indem mit sofortiger Wirkung und ohne Übergangsfrist die Verpflichtung vorgesehen werde, neue Bedingungen einzuhalten, um die Psychotherapie auszuüben, sowie das unmittelbare Verbot, diese Ausübung fortzusetzen, verletze Artikel 11 ihre rechtmäßigen Erwartungen.

B.11.1. Niemand kann Anspruch darauf erheben, dass eine Politik unverändert bleibt, beziehungsweise im vorliegenden Fall, dass das Nichtbestehen einer Regelung der Ausübung der Psychotherapie fort dauert. Jede Gesetzesänderung oder jede Einführung einer völlig neuen Regelung würde unmöglich, wenn man davon ausgehen würde, dass eine neue Bestimmung aus dem bloßen Grund, dass sie die Anwendungsbedingungen der früheren Rechtsvorschriften ändert oder dass sie eine völlig neue Verbotregelung einführt, gegen den Grundsatz der Rechtssicherheit verstoßen würde, nur weil sie eine bestimmte Berufswahl beeinträchtigen würde.

Wenn der Gesetzgeber eine Änderung der Politik als notwendig erachtet, kann er den Standpunkt vertreten, dass sie mit sofortiger Wirkung durchgeführt werden muss, und ist er grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstoßen, wenn die Übergangsregelung oder ihr Fehlen zu einem Behandlungsunterschied führt, für den es keine vernünftige Rechtfertigung gibt, oder wenn der Grundsatz des berechtigten Vertrauens übermäßig verletzt wird. Letzteres ist der Fall, wenn die rechtmäßigen Erwartungen einer bestimmten Kategorie von Rechtsunterworfenen missachtet werden, ohne dass ein zwingender Grund des Allgemeininteresses vorliegt, der das Fehlen einer zu ihren Gunsten eingeführten Übergangsregelung rechtfertigen kann.

Der Grundsatz des berechtigten Vertrauens ist eng mit dem – gleichzeitig von den klagenden Parteien angeführten – Grundsatz der Rechtssicherheit verbunden, der es dem Gesetzgeber verbietet, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung das Interesse der Rechtsunterworfenen daran, die Rechtsfolgen ihrer Handlungen vorhersehen zu können, zu beeinträchtigen.

B.11.2. Bei der Beurteilung - in dem in B.9.2 angegebenen Maße - der ernsthafte Beschaffenheit des ersten und des zweiten Klagegrunds muss der Gerichtshof den Umstand berücksichtigen, dass das Gesetz vom 10. Juli 2016 das Gesetz vom 4. April 2014 «zur Regelung der Berufe der geistigen Gesundheitspflege und zur Abänderung des Königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe» ersetzt hat. Dieses Gesetz, das ebenfalls am 1. September 2016 in Kraft treten sollte, ist also nie angewandt worden.

Das vorerwähnte Gesetz vom 4. April 2014 bezweckte insbesondere, erstmals einen gesetzgeberischen Rahmen zu schaffen für die Ausübung der Psychotherapie, indem für diese Ausübung und die Führung des Titels eines Psychotherapeuten die Erlangung einer Ermächtigung vorgeschrieben wurde, die durch den Föderalen Rat für Psychotherapie unter den vom König festzulegenden Bedingungen erteilt würde, sowie unter Einhaltung der in Artikel 38 vorgeschriebenen Bedingungen in Bezug auf Diplom und Ausbildung. Artikel 49 dieses Gesetzes enthielt jedoch eine Übergangsbestimmung, die es den «Fachkräften, die am Datum [der Veröffentlichung] des [...] Gesetzes eine ausreichende Praxis der Psychotherapie und eine diesbezügliche ausreichende Ausbildung nachweisen können» erlaubte, weiterhin die Psychotherapie zu praktizieren bis zum Inkrafttreten eines königlichen Erlasses, in dem das Verfahren festgelegt werden sollte, wonach dieselben Personen «ihre Ausbildung und vorherige Erfahrung im Hinblick auf die Führung des Titels eines Psychotherapeuten geltend machen» könnten.

B.11.3. Obwohl in der Begründung des Gesetzentwurfs angegeben wird, dass im angefochtenen Gesetz eine vollständige Regelung der erworbenen Rechte für die bisherigen Fachkräfte, die Tätigkeiten ausüben, welche zu der in Artikel 68/2/1 § 1 des Gesetzes vom 10. Mai 2015 definierten Psychotherapie gehören, vorgesehen würde, behält Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 ab seinem Inkrafttreten die weitere Ausübung dieser Berufstätigkeiten auf eigenständige Weise den Inhabern eines Berufstitels gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 oder denjenigen, die spätestens im akademischen Jahr 2016-2017 eine Ausbildung mit Bachelor-Niveau, die zu einem Titel gemäß dem Gesetz vom 10. Mai 2015 berechtigt, begonnen haben, vor. Die Fortsetzung dieser Tätigkeiten auf nicht eigenständige Weise ist ab dem Inkrafttreten von Artikel 11 den Inhabern eines anderen Bachelor-Diploms vorbehalten. Indem diese neuen Bedingungen am Datum des 1. September 2016, ohne eine angemessene Anpassungsfrist vorzusehen, um die erforderlichen Titel zu erwerben, während die weitere Ausübung der Psychotherapie, ohne strengen Diplom- und Ausbildungsanforderungen genügen zu müssen, noch geduldet wurde im Gesetz vom 4. April 2014, das ebenfalls am 1. September 2016 in Kraft treten sollen, hat der Gesetzgeber eine Maßnahme ergriffen, die ernsthafte Folgen hat, insofern die Einführung der neuen Regelung nicht ausreichend vorhersehbar war, sowohl für die Fachkräfte der Psychotherapie als auch für ihre Patienten. Der angefochtene Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 beeinträchtigt somit die rechtmäßigen Erwartungen der betreffenden Personen, ohne dass ein zwingender Grund des Allgemeininteresses das Fehlen einer Übergangsregelung für sie rechtfertigen könnte.

B.11.4. Im begrenzten Rahmen der Prüfung, die der Gerichtshof bei der Behandlung der Klage auf einstweilige Aufhebung vornehmen konnte, ist der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit und des berechtigten Vertrauens abgeleitete Klagegrund als ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu betrachten, jedoch nur insofern, als die klagenden Parteien das Fehlen einer Übergangsregelung für Personen, die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes die Psychotherapie praktizierten, ohne den neu eingeführten Erfordernissen zu entsprechen, bemängeln.

B.12. Die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung von Artikel 11 sind erfüllt, jedoch nur in dem in B.11.4 angegebenen Maße.

Demzufolge dürfen die Personen, die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes die Psychotherapie praktizierten, ohne den Erfordernissen dieses Gesetzes zu entsprechen, diese Praxis in Erwartung der Entscheidung des Gerichtshofes über die Nichtigkeitsklage fortsetzen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- hebt Artikel 11 des Gesetzes vom 10. Juli 2016 «zur Abänderung des Gesetzes vom 4. April 2014 zur Regelung der Berufe der geistigen Gesundheitspflege und zur Abänderung des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe einerseits und des am 10. Mai 2015 koordinierten Gesetzes über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe andererseits» einstweilig auf, insofern er keine Übergangsregelung für Personen, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes die Psychotherapie praktizierten, vorsieht;

- weist die Klage auf einstweilige Aufhebung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 22. Dezember 2016.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2014/15237]

29 JUNI 2014 — Wet houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het Internationaal Centrum voor de Ontwikkeling van het Migratiebeleid, ondertekend te Brussel op 21 mei 2008 (1) (2) (3)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het Internationaal Centrum voor de Ontwikkeling van het Migratiebeleid, ondertekend te Brussel op 21 mei 2008, zal volkomen gevolgd hebben.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2014/15237]

29 JUIN 2014 — Loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le Développement des Politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008 (1) (2) (3)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre international pour le Développement des Politiques migratoires, signé à Bruxelles le 21 mai 2008, sortira son plein et entier effet.